

C.I.R.A.

ISSN 0026-9433

T 2137 - 732 - 10,00 F
3792137010003 07320

le monde
Libertaire

hebdo

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°732 JEUDI 29 DÉCEMBRE 1988 10,00 F

PALESTINE

SOUS LES PAVÉS... L'ÉTAT



communiqués éditions

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'étude et de culture libertaire organisent une exposition de peintres libertaires : « Armant-Yano » du 3 au 24 décembre, au cercle Jean-Rostand (rue Montebello, à Toulon). Vernissage samedi 3 décembre à 15 h. Ouvert les mercredis, samedis, dimanches (de 15 h à 18 h 30), entrée libre.

• LILLE

Le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux lance une cassette-thèque de prêt. Sont disponibles d'ores et déjà une série d'interviews sur Mai 68 ; des témoignages sur la précarité et le revenu minimum ; une évocation de la vie de Louis Lecoin ; les souvenirs de Maurice Joyeux ; des dossiers consacrés à la Pologne, à l'Algérie, à Haïti, à la Kanaky, à l'Espagne de 1936, à l'anarchisme ; des enregistrements de conférences organisées par le centre culturel (Vladimir Borissov, Catherine Baker, etc.), ainsi que de très nombreux autres documents sonores. Certaines de ces cassettes peuvent également être dupliquées et mises en vente. C'est ainsi que la réunion-débat en compagnie de Catherine Baker, auteur des « Cahiers au feu », est disponible au prix de 60 F port compris (trois heures d'enregistrement). Pour tout renseignement : CCL, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille (tél : [16.1] 20.47.62.65).

• LILLE

Le groupe « Humeurs Noires » vend le « Monde libertaire » chaque mercredi à 12 h à la sortie du lycée Faidherbe ; chaque vendredi de 17 h à 19 h devant la gare de Lille et chaque dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 au marché de Wazennes. Vous pouvez également nous rencontrer chaque jeudi de 12 h à 13 h 30 devant la table de presse (livres, brochures, etc.) dans le hall de la faculté de Lille III (métro Pont-de-Bois) et chaque mardi de 19 h à 20 h à la ANE, 23, rue Gosselet, à Lille (métro République), lors de notre permanence. Pour tout contact : « Humeurs Noires », BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

• LILLE

« Humeurs Noires », c'est aussi une émission et des chroniques libertaires chaque samedi de 19 h à 20 h, sur Radio-Campus (91.4 MHz).

• ARDENNES

La liaison des Ardennes rappelle qu'il est possible de prendre contact avec elle en écrivant aux Relations intérieures qui transmettront.

• CLERMONT-FERRAND

Une liaison est en création sur Clermont-Ferrand, les anarchistes qui désirent entrer en relation avec elle peuvent écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• ASNIÈRES

Le groupe Malatesta vend le « Monde libertaire » tous les dimanches, de 10 h 30 à 12 h, sur la marché d'Asnières (près de la mairie).

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

• AFFICHE

Le groupe Sacco et Vanzetti vient d'éditer une affiche anticléricale. Celle-ci est en vente à la librairie du Monde libertaire (affiche 70 x 100, impression noire sur fond blanc). Prix de vente : 5 F l'unité en dessous de 10 exemplaires ; 1,20 F l'unité à partir de 10 exemplaires.

EN BASKETS OU EN LATIN LA RELIGION NIE L'INDIVIDU

sexualité condamnée...
cinéma incendié...
spectateurs agressés...
appels à la censure...



REAGISSONS.

Fédération anarchiste

145, rue Amelot 75011 PARIS

• CALENDRIER

L'imprimerie fédérale vient d'éditer un calendrier 1989 en deux couleurs (format 29,7 x 42, couché mat, 220 gr.). Prix unitaire : 15 F.



1989 reste de Bastille à prendre!

1989	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUN 1989
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31	1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31	1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31	1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31	1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31

Souscription

Sous les pavés... un livre. Les émissions « Femmes libres », « Chronique du lundi », « Blues en liberté », « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire, le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste fêtent les 20 ans de Mai 68 en allant à la rencontre de quelques-uns et quelques-unes de ces anonymes qui ont été les véritables « acteurs » et « actrices » de Mai 68. Les témoignages de nos rencontres seront publiés à l'automne prochain. Pour nous aider à les faire paraître, nous lançons une souscription de 50 F minimum. Les chèques sont à libeller à l'ordre de H. Lenoir et à adresser à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

éditions

• « LE FARFADET »

Le numéro 5 du « Farfadet », journal édité par le groupe de Nantes, vient de paraître. Au sommaire, un gros dossier sur le sort réservé aux Indiens d'Amérique ainsi qu'une réflexion sur le végétarisme. Et d'autres choses en sus... Pour se le procurer, envoyez-nous : 6 F en timbres pour un numéro ou 20 F en timbres pour 5 numéros. Adresse : Magazine libertaire, Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.



• « CONTRE VENTS ET MARÉES »

Le numéro 54 de décembre 1988 du journal « Contre Vents et Marées » est paru. Il est disponible au prix de 5 F à l'adresse suivante : Contre Courant, c/o La Ladière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.



• « INFOS »

Le numéro 24 d'« Infos » vient de paraître. Au sommaire : un article concernant les aérosols et le danger qu'ils représentent pour la couche d'ozone, une BD écolo en forme de « côte d'alerte », un dossier d'analyse et de dénonciation de la corrida, le point sur l'objection et ses dérapages actuels, un petit mot « d'humeur » sur les « dernières tentations » des... enfants du bon Dieu... voilà en gros, la première partie de ce nouvel « Infos ». Un dossier étoffé sur la pauvreté, la richesse, qui s'intitule « l'argent des autres », un papier sur la CFDT d'aujourd'hui, au lendemain de son congrès de Strasbourg... c'est la seconde partie du journal. Si on y ajoute les infos dernières sur le « Comité des Enragés » et la CNTF et, l'édition qui dénonce les attaques répétées contre la grève, vous aurez un aperçu complet du contenu de ce numéro 24 ! Alors courez vite l'acheter, il vaut 10 F, et on peut le trouver à Perpignan, aux librairies Infos (rue Guiter), Torcatis (rue Mailly), Le Futur Antérieur (rue du Théâtre), Catalane (place J. Payra), à Paris à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, dans le XI°. Pour vous abonner ou pour nous soutenir, écrire à « Infos », BP 233, 66002 Perpignan cedex, chèques à l'ordre du CES (CCP 3096-L à Montpellier).



Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11°
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19°
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Social : Exclusions à la CFDT, Editorial, Amis lecteurs — PAGE 4, Luites : Marche ou grève, Insertion et rejet, Fac de Besançon, En bref — PAGE 5, Société : Situation générale de la Corse — PAGE 6, Société : Situation générale de la Corse (suite de la page 5), Pays basque, Communiqué — PAGE 7, Société : A rebrousse-poil, Nom de Dieu, Nouvelles du front, Devises en stock, Rassemblement antimilitariste, le cirque à Limoges — PAGE 8, Informations internationales : Séminaire international pour la paix dans le monde — PAGE 9, Informations internationales : Séminaire pour la paix dans le monde (suite), Belgique — PAGE 10, Dans le monde : Haïti, Espéranto et perestroïka — PAGE 11, Expressions : Radio-Beffroi, Disques, Notes de lectures, Sélection de programmes de Radio-Libertaire — PAGE 12, Social : Interview d'un militant de la CNT, postier à Lyon-Montrochet, Le RMI.

PALESTINE

En route vers un Etat...

DEPUIS le 31 juillet dernier, date à laquelle le roi Hussein déclarait rompre unilatéralement tout lien administratif et politique avec la Cisjordanie, la voie était ouverte à la proclamation de l'Etat palestinien. C'est ce que fit Yasser Arafat le 15 novembre à Alger, à l'issue d'une réunion du Conseil national palestinien, tout en reconnaissant — alors implicitement — l'Etat d'Israël. Les choses devaient rapidement évoluer depuis dans le monde de la diplomatie... sauf en Israël.

Une évolution de l'OLP

Les données du problème étaient quasi inchangées depuis des années, à un détail près : l'Intifada, la « guerre des pierres » (1). Celle-ci constitue en soi un phénomène terriblement important par la révolte qu'elle exprime. Cette révolte est en effet le fruit d'un extrême ras-le-bol des Palestiniens qui n'ont rien à perdre, et qui n'ont absolument plus peur de la répression. Et la répression est terrible, après un peu plus d'un an de guerre des pierres dans les territoires occupés : déjà plus de 400 morts, des dizaines de milliers d'arrestations, des milliers de Palestiniens torturés, emprisonnés... La guerre des pierres se poursuit obstinément et dit au monde la manière scandaleuse avec laquelle l'Etat israélien traite les Palestiniens. Se poursuivant, elle prouve la détermination des Palestiniens à en finir, à obliger Israël à admettre une solution, une limite à son territoire. Au fil du temps, la guerre des pierres a pris une nouvelle importance, elle n'est plus seulement la révolte de ses acteurs, mais aussi une arme politique manipulée par des nationalistes qui attendent la mise en place de l'Etat palestinien dans ses frontières.

L'OLP a changé de stratégie. C'est une « stratégie de paix » dit Arafat, toujours est-il que l'on n'annonce pas la constitution d'un Etat palestinien sans l'intention de lui donner un jour des frontières en Palestine et par conséquent sans une volonté de modifier les rapports avec Israël. Créer un Etat palestinien, c'était se servir de la résolution 181 de l'ONU (en 1947...) qui prévoyait en Palestine deux Etats, l'un juif et l'autre arabe. Créer un

Etat palestinien pour continuer à nier l'existence d'Israël n'avait pas de sens, les déclarations qui ont suivi n'ont donc rien de surprenant et forment un processus tout à fait logique.

Cette nouvelle démarche de l'OLP est visiblement le résultat de la volonté délibérée de ses fractions minoritaires — et extrémistes — de mettre en sourdine leurs divergences avec le courant modéré. En fait, ils ne cachent pas, verbalement, leurs désaccords, mais laissent Arafat libre d'agir.

Les manœuvres diplomatiques

Fidèles alliés d'Israël, les Etats-Unis jouent à l'ONU un rôle prépondérant et opposent depuis longtemps leur veto à toute résolution incriminant l'Etat hébreu. L'Etat américain a même, le 26 novembre dernier, abusé de son pouvoir en refusant un visa à Arafat qui venait assister à la conférence de l'ONU à New-York. L'organisme international décidait alors de se réunir à Genève, les Etats-Unis devaient fléchir, ou plutôt ils devaient réagir rapidement à la mise en demeure qui les y attendait, ce qu'ils firent.

Alors s'est mise en branle la vaste machinerie du spectacle diplomatique. C'est la rencontre de Stockholm entre Arafat et des juifs américains d'où sort cette fois la reconnaissance quasi explicite de l'Etat israélien. Garde-t-il la reconnaissance explicite pour la conférence de Genève ? On apprend — par la presse — que les Etats-Unis avaient communiqué à Arafat, via le gouvernement suédois, une formulation précise qu'ils exigeaient avant d'établir un dialogue avec l'OLP. En effet, le gouvernement américain (depuis Kissinger...) attendait de l'OLP la reconnaissance de l'existence d'Israël, l'acceptation des résolutions 242 et 338 de l'ONU, la renonciation au terrorisme.

Les vœux pieux énoncés par le représentant américain à l'ONU s'adressant aux « parties intéressées » pour leur dire « nous sommes las de leur conflit et de leur manque de volonté à se résoudre à des compromis équitables » étaient-



ils innocents ? On peut en douter. Ne savaient-ils pas ce qu'Arafat était censé dire le lendemain ?

Arafat a donc condamné « le terrorisme sous toutes ses formes ». On peut d'ailleurs le croire ou non. A l'ONU, ce n'est pas ça qui compte, mais ce que veulent entendre les dirigeants américains. Par exemple, les Etats-Unis sont parfaitement capables de condamner le plus solennellement du monde « le terrorisme sous toutes ses formes », qu'en est-il au Nicaragua ? Mais ce n'est pas cela qui importe à l'ONU.

Arafat affirmait aussi désirer « la sécurité pour son Etat tout comme il la désire pour tous les Etats et parties au conflit arabo-israélien. » Voilà qui n'était pas suffisant pour satisfaire le gouvernement américain et le porte-parole du département d'Etat de déclarer : « le discours (d'Arafat) ne remplit pas nos conditions. »

Le leader de l'OLP s'est donc livré le lendemain à un nouvel effort lors d'une conférence de presse, affirmant qu'Israël devait vivre en paix et en sécurité. Depuis plusieurs jours les oreilles de Reagan et Shultz étaient préparées pour le choc, les Etats-Unis ont donc annoncé très rapidement leur volonté d'ouvrir un dialogue « substantiel » avec l'OLP.

Où va-t-on ?

L'OLP a donc changé de stratégie. Après avoir nié l'existence de l'Etat d'Israël, elle le reconnaît maintenant avec pour objectif la convocation d'une conférence internationale. Actuellement, il est évident qu'un dialogue entre le gouvernement israélien et l'OLP est une chose totalement inimaginable en Israël ; il faudrait pour en arriver là une révision déshonorante, peu vraisemblable sans des mois, voire des années, d'influence américaine dans ce sens.

A terme, en supposant que, comme prévu, après une conférence « large » incluant les principales puissances mondiales puisse s'en tenir une plus réduite mettant face à face un représentant d'Israël et un autre de l'OLP — peut-être à la manière Iran-Irak — on peut imaginer qu'alors pourrait s'instaurer

une « coexistence pacifique », une paix armée. Nous sommes bien sûr dans la fiction, mais c'est pourtant l'avenir le plus vraisemblable pour la région.

La critique que les anarchistes ont toujours formulée vis-à-vis de l'Etat reste tout à fait valable à l'encontre de l'Etat palestinien. L'Etat est toujours oppresseur par nature, s'il ne réprime pas, il perd sa raison d'être ; il trouve toujours dans la menace d'un conflit une justification suffisante à la répression. En l'occurrence, un Etat palestinien aussi bien que l'Etat israélien aura toujours en son sein une fraction extrémiste qui souhaite la disparition de l'autre Etat et l'élimination de sa population. L'Etat palestinien devra donc garantir la sécurité d'Israël par sa propre police, sous peine de revenir en arrière !

La bourgeoisie palestinienne qui à l'évidence — avec l'OLP — sera à la tête de l'Etat palestinien ne se servira-t-elle pas du pouvoir à son propre profit ? Ne rêvons pas ! Une fois instauré un Etat palestinien, il restera aux habitants à libérer le territoire occupé par cet Etat.

LE FURET

(1) Déjà évoquée de nombreuses fois dans le Monde libertaire.



Editorial

CETTE fin d'année aura été marquée par un automne social des plus prometteurs. Les infirmières, les personnels de Santé, les PTT et enfin la RATP, chacune et chacun à leur tour (hélas !) auront su se faire entendre et parler d'eux. Coordinations, comités de grève, intersyndicales... les formes d'organisation choisies par les salariés auront suscité bien des commentaires. A l'heure des bilans, le solde est bien maigre : quelques dizaines de francs pour les uns, quelques miettes pour les autres, rien pour beaucoup. Rocard-la-Rigueur aura réussi à contenir l'ensemble des revendications et les bureaucraties syndicales réussies à se débarrasser des « moutons noirs ».

Pourtant, rien n'empêchera l'arrivée du printemps ! Les sociaux-traitres, bureaucrates et autres branchés du « consensus » n'auront que cette trêve pour jouer aux confiseurs ! Trop de problèmes, trop de revendications — trop longtemps refoulées — restent insatisfaites. Ils auront beau parler faux, réprimer vrai, exclure, suspendre ou diviser ils n'y changeront rien.

L'automne 1988 a été chaud. Le printemps 1989 sera révolutionnaire. Normal, on fêtera le Bicentenaire, mais à notre manière !

RATP

Les rats sont toujours dans le fromage

INTERVENANT après un conflit de plus de cinq semaines, les élections du Comité d'entreprise vont plus que jamais servir de baromètre aux organisations syndicales de la Régie. Quelle crédibilité, de quelle représentativité jouissent encore ces braves organisations de travailleurs ?

Questions angoissantes qui agitent le petit monde syndical pas encore remis du conflit en voie de

« normalisation » à la RATP, et à l'occasion duquel les syndicats « représentatifs » ont dû, contraints et forcés, reprendre et « défendre » une revendication qui n'a jamais fait l'unanimité dans leurs rangs. Les « 1 000 F tout de suite et pour tout le monde » n'ont pas fini de faire gloser les bureaucrates syndicaux qui voient toujours dans une telle revendication la mainmise des exagérés, les maxi-

malistes, des gauchistes, voire même... des anarchistes !

Les résultats...

Jour des élections, le verdict des urnes est donc tombé le mercredi 20 décembre. Lassitude, déliquescence, nul ne sait exactement ; toujours est-il que la participation (63,3%) a chuté de cinq points par rapport à l'élection du même genre en 1986. Avec 49,3% des suffrages exprimés, la CGT augmente son score en pourcentage et gagne un siège supplémentaire au conseil d'administration. Elle totalise donc 9 représentants, remportant ainsi la majorité absolue qui lui permettra d'administrer comme bon lui semble cet énorme fromage. En nombre de voix le syndicat du camarade Krasucki « se tasse » un petit peu.

Quant à nos braves amis de Force ouvrière, des syndicats autonomes, et des travailleurs chrétiens (de 9 à 11% de voix), ils reculent sensiblement, perdant en nombre de voix et en pourcentage ; les autonomes concèdent même un siège à leurs camarades de la CGT. Pour la CFDT, cette élection ne lui permettra pas de siéger au grand conseil, elle devra se contenter du rôle de spectateur. Les indépendants, quant à eux, bénéficient d'un représentant, quelle chance !

C'est donc sans partage et les mains entièrement libres que le

grand syndicat de classe et de masse (CGT) va devoir et pouvoir administrer cette énorme entreprise de constitue le Comité d'entreprise de la RATP. Avec un budget annuel de fonctionnement de vingt-cinq milliards de centimes, plus de deux-cent cinquante salariés, de nombreux restaurants et centres de loisirs, ce vaste secteur d'économie sociale excite bien des convoitises et génère bien de « mauvaises envies ».

Mais, de toute façon, quels que soient les nouveaux maîtres du Comité d'entreprise (CE), les salariés de ce bastion économique de la CGT n'ont que leurs yeux pour pleurer. En effet, bien au-delà des discours et des professions de foi des uns et des autres, c'est toujours la même réalité dont personne ne semble se soucier et que surtout personne ne veut dénoncer ! Ceux qui à long terme d'année ont pour vocation de pourfendre les méfaits du capitalisme se comportent à l'égard des personnels qu'ils salarient comme de véritables marchands de tapis.

Les syndicats-patrons

A des salaires honteux, proches du SMIC, correspond la volonté délibérée des syndicats-patrons de jouer la carte du productivisme, de l'efficacité, de la responsabilité et

de la rentabilité. Les critères de gestion capitaliste sont repris et vantés par tous ces petits chefs en mal d'autoritarisme. Et gare à celui qui se rebelle ! gare à celui qui veut organiser une section syndicale vraiment au service du personnel !

Les ouvriers des ateliers d'entretien du matériel roulant du réseau ferré ont fait grève pour 1 000 F d'augmentation. En fait, ils ont posé le problème de la revalorisation des bas salaires de toute la fonction publique. Les syndicats-patrons solidement retranchés dans leur comité d'entreprise retiendront-ils la leçon ? Oseront-ils accorder à leurs travailleurs cette augmentation qui n'est, à tout prendre, qu'un simple acte de justice ?

On peut douter de la suite des événements. Il faudra encore beaucoup de luttes pour que les bureaucrates syndicaux prennent en compte les dossiers de ceux qu'ils exploitent. Au-delà des perversions du monde syndical, au-delà des contradictions que génère un système qui met en place « la société du cocotier », il reste et demeure une priorité absolue pour le monde du travail : balayer devant sa porte, faire place nette ; afin que l'on ne puisse plus dire qu'il n'est pire exploiteur que le syndicat... lorsque celui-ci joue au patron.

Jean Van de HORET

Rocky Xmas

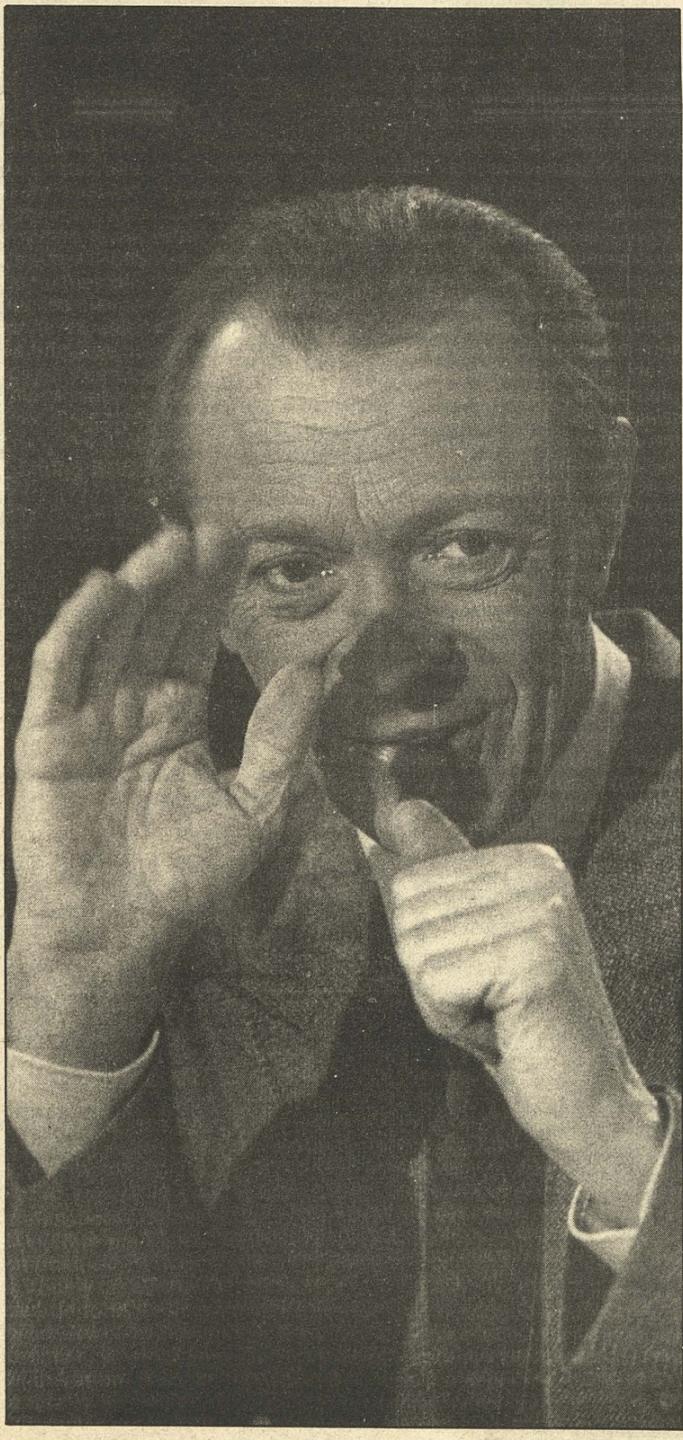
« Je crains d'avoir à légiférer sans accord négocié », c'est ce qu'a déclaré notre Rocky national évoquant à la télévision un projet d'instauration de service minimum dans le service public en cas de grève. Le Premier ministre a rajouté, tapant fébrilement sur son clou : « les moyens techniques et juridiques de cette discussion, je les mets en place cette semaine ». On en reste baba, ce que la droite n'a jamais osé faire, la gauche le ferait ?

Gérer le capital mais en plus aller au-devant de ses vœux les plus chers, tel semble être le mot d'ordre de notre ex-autogestionnaire éclairé. C'est sans doute pour essayer de remonter sa cote de popularité. Parait que celle-ci a baissé de 16 points depuis sa nomination en mai 1988...

Jean Kaspar, nouveau boss de la CFDT, a estimé que « Michel Rocard voulait avancer plus vite que la musique ». Où la partition commune a-t-elle été écrite ? Sûrement quelque part dans les années 70, où aux « assises du socialisme » d'aucuns ont décidé que la CFDT serait un tremplin pour le PS et que les patrons avaient leur mot à dire dans la formation syndicale !

« Service minimum en cas de grève » ou « retrousser ses manches », décidément la gauche au pouvoir c'est pas ce qu'il y a de meilleur pour la classe ouvrière !

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)



PRESSE

Hersant/CGT (suite)

SAMEDI 17 décembre, il n'y avait pas beaucoup de produits Hersant dans les kiosques de province. Le lundi 19, c'était au tour de Paris et de la région parisienne à ne pas proposer aux acheteurs marris le *Figaro*, *France-Soir* et *Le Turf*. Les travailleurs du Livre avaient bloqué la sortie des titres rompant là la « sorte d'entente » avec le papivore que l'on a souvent reproché au Livre CGT (1).

La raison de la grève

La raison de cette grève peu avant la trêve des confiseurs ? Peut-être le désir de participer au mouvement social pour certains, mais aussi des problèmes de fond avec le groupe Hersant. Les syndicats du Livre CGT sont plus qu'attentifs aux investissements actuels dans la presse quotidienne et aux manœuvres des grands groupes de communication (Hachette, Hersant, Maxwell, etc.). Pour « préparer » l'Europe de demain, les princes qui nous gouvernent et leurs alliés mettent en place des structures qui visent, outre la rentabilité, la suppression totale des travailleurs du Livre.

Entre Paris et la province, entre Hersant, Hachette et Maxwell, les objectifs industriels sont compliqués. Il y a environ dix ans, le papivore décentralisait l'impression de ses quotidiens et créait des imprimeries en province (2) (Lyon, Toulouse, Marseille...). Aujourd'hui, il trouve plus rentable de faire un énorme centre d'impression à Roissy, dans la banlieue parisienne, et d'envoyer tout par avion en attendant le TGV. Les travailleurs qui étaient employés dans les imprimeries de province étant en attente d'un reclassement régional ou d'un billet de retour pour la région parisienne. Ils auraient peut-être préféré rester là où ils étaient...

Maxwell a aussi de nouveaux projets d'implantation en France. Hachette via les groupes du *Monde* et du *Parisien libéré* ouvre

une grosse imprimerie à Ivry qui confectionnera les deux titres.

Tout cela fait beaucoup de monde pour un même gâteau, peut-on penser si l'on se limite à la France, mais l'Europe voire plus ! (3)

En fait c'est aussi sur un projet commun à Maxwell et à Hersant que les travailleurs du Livre ont pu tirer leur première salve. Le « laboratoire » qui préparait le quotidien *Paris Star* à l'île de la Jatte, à Boulogne-Billancourt, a été « déménagé » par des travailleurs du Livre il y a quelques semaines. Comme le disait le communiqué du comité intersyndical du Livre parisien : « La structure mise en place par le groupe de communication Robert-Hersant pour le projet *Paris Star* s'est révélée beaucoup plus qu'un laboratoire. La conception de la modernisation qui y a été appliquée démontre une volonté d'éliminer les ouvriers du Livre. Le problème que le comité intersyndical entend poser à R. Hersant n'est pas le devenir de *Paris Star*, mais la conception générale de la modernisation mise en œuvre par son groupe. En aucun cas, les ouvriers du Livre n'accepteront d'être éliminés de la presse de demain ».

La guerre franche

Libération peut être content, la guerre franche est redéclarée entre le Livre CGT et Hersant, c'est sur tous les fronts après « des années de paix armée ». Mais au-delà de l'avenir de *France-Soir*, les travailleurs du Livre savent-ils contre qui ils se battent ? On parle d'un accord « secret » entre Maxwell et Hersant sur l'imprimerie de Roissy. On sait que le capitaine Bob voulait aussi faire un quotidien populaire genre *Paris Star*, qu'il a acheté un château dans la Haute-Garonne pour des rotatives et qu'il se dit grand ami de Tonton... D'un autre côté, l'ex-*Nouvel Obs* « Fog » est au *Figaro* avec un nou-

veau créneau pour le consensus politique... Sans oublier Hachette et le projet d'un « centre d'impression fédérateur des titres des éditeurs n'étant pas en même temps imprimeurs » à partir de l'IPSN, cela fait beaucoup de nuages gris sur l'horizon 89 pour les travailleurs du Livre. Pour le Bicentenaire de la Révolution française, la mutation technologique de la presse parisienne se fera-t-elle sans conflit violent ?

Sitting BULL

NOTES

(1) *Libération*, pour ne pas le nommer, disant à l'envi que la CGT lui en voulait sans relâche, alors que le syndicat marchait main dans la main avec Hersant. C'est un peu simple comme explication.

(2) Par le procédé du fac-similé, les pages des journaux confectionnés à Paris étaient transmises en province. Profitaient aussi du système et de l'impression des journaux comme *Libération*, *L'Humanité* ou le *Quotidien de Paris*.

(3) Quand on pense que Maxwell investit en France, vend ses imprimeries en Grande-Bretagne et part à l'assaut des Etats-Unis, on se demande où le « bailleur de fonds » de l'Internationale socialiste veut en venir.

en bref...en bref...

• « Chroniques libertaires » change d'adresse : BP 266, 75624 Paris cedex 13.

• Le numéro 81 du mensuel « Courant Alternatif » (édité par l'Organisation communiste libertaire) est sorti. Vous y trouverez des articles de fond sur : le Paris de Chirac, les coordinations, l'extrême droite, les luttes de libération nationale. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 18 F.

LES PTT EN CORSE

Interview d'un militant du STC

Deuxième volet d'un dossier sur la Corse, cette interview d'un militant du STC aux PTT vient à point pour apporter un éclairage particulier sur ce secteur récemment secoué par des grèves dans les centres de tri. A la fois caractéristique des problèmes d'un secteur donné restitué dans son contexte régional, il aborde également les difficultés d'un syndicalisme différent.

La rédaction

— Le « Monde libertaire » : Tu appartiens à la section STC-PTT de Bastia, est-ce que tu peux, dans un premier temps, nous décrire la réalité de ce secteur ?

— Jean Brignol : Le premier constat à faire aux PTT est la nécessité de différencier le postal des télécommunications. Aux télécommunications, comme une certaine formation technique est réclamée, il y a une majorité de personnes extérieures à l'île. Dans les secteurs à responsabilité, il y a près de 70% de non-Corses, qui arrivent avec une optique particulière. Pour eux, la Corse c'est un certain mode de vie, le soleil, la mer, le farniente... Au niveau du postal, par contre, de nombreux Corses travaillent, surtout dans les emplois sans qualification. Certains sont auxiliaires depuis des années et ne sont toujours pas titularisés. Ils travaillent à temps complet, mais ont toujours la crainte de ne pas conserver leur poste.

Les mesures actuelles de suppressions d'emplois risquent aussi de les toucher en premier. La majorité des jeunes Corses ont préféré rester ici en tant qu'auxiliaires plutôt que de partir lorsqu'ils étaient reçus à des concours nationaux. Il y a quelques années, la nomination bloquait le retour. Il fallait compter sept à dix ans avant d'espérer revenir. Ce n'est peut-être plus le cas maintenant, mais ces gens qui ont été auxiliaires pendant des années attendent aujourd'hui d'être titularisés sur place. C'est un de nos axes de lutte : que les personnes qui sont là aient la priorité d'emploi.

— ML : Et sur le plan syndical ?

— J. B. : Pour faire le point sur la situation du STC aux PTT, il faut dire qu'à l'origine l'implantation a eu lieu à Ajaccio, suite à une volonté des militants nationalistes. Petit à petit, le syndicat a pu prendre de l'importance malgré le corporatisme très fort qui règne dans ce secteur. Le corporatisme s'allie avec la société claniste... c'est la notion du service rendu, donc qui dit problème réglé veut dire allégeance à telle ou telle organisation pour l'avenir. On devient assujéti à celle-ci et on la pérennise. C'est le cas de la CGT, de FO, qui reposent sur de telles pratiques. Ces centrales syndicales sont totalement rentrées dans le système claniste et il n'y a pas de contestation du fait colonial en Corse... ni du système claniste mis en place par l'Etat et les potentats locaux. Nous sommes là pour dire que la pratique syndicale ce n'est pas que régler les problèmes individuels, c'est aussi une vision plus globale des problèmes. (...) Malgré des revendications locales, les directives des syndicats traditionnels passent toujours par une vision extérieure, parisienne.

— ML : Vous essayez donc de dépasser les revendications sectorielles ?

— J. B. : Cela ne fait pas longtemps que le STC existe au sein des PTT : deux ans et demi à trois ans. Les élections en 1986 ne nous ont pas permis d'être représentatifs, nous avons obtenu 10% de l'électorat. Mais, là-aussi, les pratiques clanistes existent. Le service rendu oblige à voter pour telle ou telle organisation syndicale. Nous voulons casser cela et recentrer la revendication syndicale par le biais d'une revendication plus générale, plus spécifique au peuple corse et à ceux qui habitent ici, en tenant compte du contexte social et culturel. Même si nous nous battons sur des reven-

dications sectorielles, il ne faut pas faire fi de ce qui se passe autour.

Les PTT ont un poids économique non négligeable pour la région : c'est le service public, l'implantation de petits bureaux dans des zones rurales qui se désertifient, etc. Il faut savoir également que l'épargne investie en Corse arrive en deuxième position au niveau national français. Nous devons donc dire : les PTT sont un service public, en plus il y a une épargne importante, en contre-partie le service rendu doit être de qualité. Ce qui n'est pas toujours le cas : les directives actuelles vont vers la suppression des bureaux de poste dans les zones de montagne, vers une optimisation des critères de rentabilité et d'exploitation. On favorise ce qui est rentable, au détriment de ce qui est service public. Cette défense de la notion de service public constitue également un de nos axes d'action. Cette notion, pour nous, n'est pas indissociable des revendications spécifiques au peuple corse : corisation des emplois (1), formation professionnelle adaptée, etc. (...)

— ML : D'après ce que tu viens de dire, le STC a dû s'implanter plus dans la poste que dans les télécommunications ?

— J. B. : (...) Nous ne faisons pas de différence, au niveau du syndicat, entre poste et télécommunications. C'est la même chose, le même combat. Quand, dans un village, il y a une panne de téléphone... on va dépanner des gens qui ont un certain pouvoir alors qu'on laisse pendant une semaine ou dix jours sans téléphone des villages entiers qui sont isolés. Tout le monde a droit à ce service, dans les mêmes conditions. (...)

— ML : Le STC s'est également construit à travers des luttes...

— J. B. : Nous en avons eu, tout d'abord, au niveau de la représentativité. Cela n'a pas été facile d'imposer notre présence. Il y a des critères de représentativité administrative et il a fallu engager un rapport de forces... C'est une bataille qui a duré plusieurs mois ! Nous avons dû également apprendre la pratique syndicale car les gens qui se sont syndiqués au STC étaient souvent des personnes n'ayant jamais été syndiqués, parce qu'ils avaient toujours vu dans les syndicats des courroies de transmission ou des structures corporatistes. Donc une volonté de former des gens au niveau syndical.

Nous avons connu plusieurs conflits, le premier fut de principe car il s'agissait de défendre des délégués syndicaux qui n'étaient pas du STC. Entre autres, on peut citer le cas d'un délégué de la CGT. En contrepartie, les autres structures syndicales n'ont jamais eu la même attitude. Lorsqu'il y a eu la menace de dissolution du STC en décembre 1987, aucune ne nous a défendus. C'était plutôt le contraire, disant : si le STC est dissout, c'est qu'il l'a bien cherché. (...)

Une lutte assez importante s'est déroulée au début de l'année 1988 dans la région de Bastia, touchant trois secteurs : le centre de tri, la recette principale et la distribution. La grève avait été lancée à la fois par le STC, la CGT, FO et, dans une moindre mesure, par la CFDT. Cela représentait plus de la moitié du département, quelques 350 à 400 personnes. A l'origine de ce conflit, existaient à la fois une revendication salariale, d'emploi, et un souhait d'améliorer les conditions de travail.

Au niveau des PTT, on parle surtout des revendications salariales...

Pour la première fois en Corse, le problème du service à rendre aux usagers a été évoqué. Nous avons voulu faire de ce conflit un conflit exemplaire. Entre autres par le contrôle systématique par la base parce que nous en avons assez des gens qui vont négocier en ne tenant pas compte des aspirations des salariés. Le STC a insufflé une certaine pratique au niveau de la lutte syndicale. La base était là pour contrôler, que ce soit pour les négociations avec la direction ou pour les assemblées générales d'établissement qui se tenaient avec les représentants syndicaux. Nous avons voulu que ce soient les assemblées générales dans les établissements qui décident. Cela n'a duré qu'un moment car les organisations syndicales ont fait machine arrière et ont bloqué le processus qui remettait en cause leurs pratiques et leurs positions.

Au niveau de la fonction publique, certains conflits deviennent impopulaires au bout de quelque temps. Il faut donc dès le début expliquer aux gens, ne pas attendre qu'une grève pourrisse. Nous avons eu cette volonté. Nous avons donc informé la population car, en plus, la direction menait une propagande pour dénaturer la lutte. Il y avait aussi une différenciation entre usagers par la tentative de mettre en place un tri parallèle. Nous avons tout fait pour que ce tri ne se fasse pas. La différenciation entre usagers ordinaires et petites entreprises ou commerçants, qui auraient eu droit à leur courrier, était pour nous en totale contradiction avec la notion élémentaire de service public. Nous avons donc informé la population, les élus locaux, le préfet également... En leur disant qu'il fallait arriver à une solution rapidement et qui satisfasse tout le monde. Au bout de huit jours, nous sommes arrivés à une solution qui satisfaisait à 90% les aspirations des gens. Au niveau salarial, il y a eu des avancées avec des repos compensateurs payés, des vacances d'emplois comblées, une amélioration des conditions de travail. Ces actions ont pu débloquer en contrepartie jusqu'à vingt emplois...

— ML : Un conflit comme celui-là a dû amener une accélération de

la prise de conscience des gens, non seulement sur le problème de la poste mais au-delà ?

— J. B. : Oui, bien qu'il reste du travail à faire (...). On a eu un autre conflit qui a abouti avant son déclenchement. Nous avons mis en place les assemblées générales et on a pu négocier sans faire grève. La grève, c'est l'ultime recours. Si on peut négocier et que cela aboutit à un accord acceptable... C'est bien beau de faire grève, mais il faut aussi se donner tous les moyens pour réussir. Des fois, vu les systèmes mis en place, il faut être très fort pour imposer un rapport de forces tel qu'on puisse gagner. Si ce rapport de forces n'existe pas, on est voué à l'échec et aussi au discrédit de la part de la base en tant qu'organisation syndicale. Nous sommes là pour défendre les gens et non pas pour faire notre « gloriole ». Pour essayer de changer le système qui est en place, avec des revendications spécifiques, avec une pratique... révolutionnaire. Car il faut employer les termes justes au niveau des PTT et de la Corse. Chaque fois qu'on essaye de changer la pratique des syndicats, c'est un acte révolutionnaire.

— ML : Pour résumer, nous pouvons dire que le STC a deux particularités par rapport aux autres organisations syndicales : à propos des modes d'action et sur le type de revendication. Il s'agit de situer une revendication par rapport à l'ensemble de la réalité corse. Amener sans doute à une prise de conscience que le corporatisme...

— J. B. : Oui, il y a une revendication des autres organisations constituée par la prime d'insularité. Au STC, on ne veut pas entendre parler en tant que telle car nous savons que c'est l'assistanat qui se perpétue. Les Corses devront se contenter de cette prime et on demeurera toujours en arrière. Nous voulons régler le problème dans une optique plus large, tout en sachant qu'actuellement les travailleurs souffrent d'un handicap au niveau des salaires, des zones de résidence, des primes de transport ou de repas... On a des difficultés, mais si on accepte des primes intitulées primes de vie chère ou d'insularité, on reste dans le système de l'assistanat. C'est-à-dire qu'on va

maintenir la Corse dans une situation de dépendance économique. Nous voulons une mise à niveau social dans les entreprises (...). La prime d'insularité va à l'encontre de cette revendication plus large. Même si nous savons que, dans l'immédiat, les gens attendent cette prime ou un effort financier. C'est à double tranchant, on règle un problème ponctuel, mais on s'écarte complètement de la revendication générale.

— ML : Les prochaines échéances du STC-PTT sont constituées par les élections professionnelles. Qu'en attendez-vous ?

— J. B. : Les élections professionnelles vont avoir lieu vers le mois de mars. Au niveau des PTT, comme nous n'avons pas le critère de représentativité administrative qui est dévolue aux centrales syndicales françaises, notre action demeure du bénévolat. Tout en étant énorme, il arrive un moment où on est limité. Donc, nous désirons avoir la possibilité de représentativité sans changer de pratique. Cela nous donnerait également des possibilités humaines, délégations et autres, et financières pour continuer notre travail dans la même logique. Il ne faudrait pas non plus que nous tombions dans le système des autres organisations syndicales parce que notre représentativité serait reconnue. Notre logique, c'est avoir plus de moyens pour continuer notre lutte dans le même sens.

— ML : Car il y a un risque d'intégration...

— J. B. : Oui, il peut y avoir un risque d'intégration et c'est pour cela qu'au congrès nous avons mis des barrières au niveau des statuts. Il ne faut pas participer à des organismes dont la finalité va à l'encontre des aspirations des travailleurs. La vigilance des militants et des adhérents est nécessaire pour stopper une possible dérive. Nous sommes conscients du danger car toutes les luttes de libération nationale ou les luttes syndicales ont dévié. Aussi, il faut en être conscient. Ne pas nier le problème. Il faut être vigilant.

Propos recueillis par Serge et Pascal

(1) Cf Monde libertaire n° 704 et 705 des 21 et 28 avril 1988.



PARIS-DAKAR C'est reparti !

A PRÈS les accidents en cascade, les scandales et les polémiques de la dixième édition, le Paris-Dakar repart avec un règlement assagi, un parcours modifié et moins de concurrents. Cette année, le sang ne devrait pas être à la une. Le presse parlée, écrite, radiophonique et télévisuelle a mis en place de gros moyens pour faire frissonner dans les chaumières. Ainsi, la première manche de la course, la plus importante, est terminée pour les publicitaires. Ceux qui ont réussi à acheter quelques centimètres carrés de carrosserie ou de combinaison de pilotes ont gagné. Des sommes folles sont en

jeu, les retombées économiques d'une telle compétition sont déjà jouées avant le départ. Maintenant, il reste aux photographes et aux journalistes à remplir les contrats : émailler les articles des noms des sponsors. Le reste, les péripéties de la compétition ne sont que des prétextes pour tenir l'attention en haleine.

Commence la deuxième étape, plus impalpable, plus diffuse, mais combien importante politiquement. C'est celle de l'imaginaire exacerbé et de l'idéologie de l'aventure. Le Dakar, en plus de son poids économique pour les publicitaires et les vendeurs de voitures, possède une fonction symbolique. Il s'agit de poser les problèmes de l'Afrique en termes « exotiques ». Etrangeté du désert, des coutumes, des régions traversées et étrangeté de la misère. La critique de cette idéologie est réelle, mais facile. Après avoir été le champ de bataille des impérialismes, l'Afrique deviendrait le terrain de jeux des loisirs sophistiqués des Européens. Mais derrière l'invitation au voyage imaginaire que représente le Dakar, il y a un message plus incideux qui, à travers la déification du loisir extrême, évacue les problèmes quotidiens. En termes lapidaires, le discours que l'on tente

de nous faire passer par le Dakar peut se formuler ainsi : si les meilleurs ont besoin d'aller chercher des défis au loin, contre la nature hostile, c'est que l'accomplissement de l'homme se situe dans l'extraordinaire, au loin... Le général Chrétien se signifie à peu près la même chose en sortant de son engin spatial et en mangeant du caviar. « *L'homme s'accomplit dans les étoiles, dans les dunes... ailleurs.* » L'exploit doit relativiser tous les problèmes, les remettre à leur place mesquine.

Cette critique de l'idéologie du sport de haute compétition est bien connue, elle trouve dans le Dakar un exemple grossi. Pourtant, dans toute compétition sportive, il y a un troisième niveau qui n'est ni commercial ni politique, c'est celui des hommes. Professionnels ou amateurs fortunés, ils tentent de faire un métier du mieux qu'ils peuvent. Et la vraie question de fond sur le sport, comme sur tout métier est celle de l'exploitation : à qui profitent les efforts, la dépense d'énergie, de savoir-faire, de sueur ? Et si le Dakar nous laisse mal à l'aise, c'est que l'on voit très clairement le détournement des efforts.

O. (Gr. de Créteil)



POLLUTION BRÈVES

• NUCLÉAIRE.

Après l'Allemagne et la Suède, c'est au tour du gouvernement belge de geler son programme nucléaire. La huitième centrale nucléaire de ce pays, qui était prévue à Doel, sera remplacée par une centrale au gaz...

• PARIS DANS...

LA MÉLASSE !

L'Arrée, la Brèche puis la Seine ont reçu 3 600 tonnes de mélasse à la suite d'une rupture de trois réservoirs. Ainsi, 250 kilomètres de rive ont ainsi été pollués. A Rouen, la marée montante aurait retenu pendant six heures cette mélasse, entraînant la mort (par asphyxie) d'une partie de la faune. Il ne restait déjà pas beaucoup de poissons dans ce fleuve poubelle auparavant. Alors maintenant !

• ARMÉNIE.

La centrale nucléaire d'Erevan n'aurait pas souffert du tremblement de terre ! Néanmoins, les technocrates soviétiques ont décidé de la fermer. Cela sera fait en 1991, car il faut deux ans pour stopper les réacteurs et évacuer le combustible...

CHRISTIAN (liaison Evreux)

TRAFICS DE DÉCHETS : AVEC LA NORMALISATION

Dans le quotidien *Le Monde* du 21 décembre, nous apprenons qu'un commerce particulièrement « dégueulasse » est en train de se développer.

Le président de l'Entente européenne de l'environnement (EEE) a relevé qu'un contrat était en cours de négociation avec le gouvernement de Luanda, pour que l'Angola accueille cinq millions de tonnes de déchets par an. Ces déchets seront accompagnés d'une enveloppe de deux milliards de dollars. Ils seront retraités dans une usine répondant aux normes de la société privée suisse Ciba-Geigy. Sa construction serait en partie financée par deux banques et une compagnie d'assurance des Etats-Unis.

Ce ne serait pas le premier contrat de ce genre puisque l'EEE en avait signalé un, il y a quelques mois, avec la Guinée-Bissau... Dites donc les écologistes ! Si nous gardions notre merde ? Ça éviterait peut-être d'autres Bhopal. Ça éviterait que des notables et des politiciens s'enrichissent avec ce commerce infect. Et puis ce serait faire preuve d'un minimum de moralité !

MUNICIPALES

Des règles modifiées

AUX prochaines élections, les électeurs des communes de 2 500 à 3 500 habitants (souvent les chef-lieux de canton « où tout le monde se connaît », ou alors les communes périurbaines où les gens n'ont pas l'occasion de se connaître) devront voter comme ceux des plus grosses communes : ils auront le choix entre des listes entières, le bulletin blanc ou nul et l'abstention.

Finie donc pour ces communes la règle du choix des personnes comme ce sera encore le cas dans les communes moins importantes : possibilité de rayer des noms sur une liste, possibilité de se présenter sur des listes incomplètes (voire seul), possibilité d'élire des non-candidats.

Ce système revient à donner confiance pour six ans à des personnes que l'on côtoie (qu'on peut donc plus ou moins contrôler), mais ne permet pas de révoquer les élus fautifs, quoique la pression sociale suffit parfois à les faire démissionner.

Là où les anarchistes peuvent surtout y trouver à redire, c'est dans le fait que d'une part les habitants qui ne se « retrouvent » pas dans le conseil municipal

n'ont, en fait, aucune prise sur la gestion des affaires communales (les seules issues étant le déménagement, l'attente active de « son tour » ou l'individualisme forcené) et, d'autre part, que les compétences requises (ou plutôt socialement admises) éliminent d'entrée de jeu la possibilité à bon nombre d'administrés de devenir de réels administrateurs. A défaut, ils ne se présentent pas, ou alors se taisent une fois élus, face à l'éloquence et l'assurance de ceux qui prennent les décisions.

Désormais de toute façon, pour les communes de 2 500 à 3 500 habitants, ces derniers n'auront le choix qu'entre des têtes de liste le plus souvent désireuses d'un pouvoir marche-pied et peu soucieuses du bien collectif.

La politisation du scrutin générera sans doute une montée des abstentions dans certains chef-lieux de cantons qui étaient habitués à choisir leurs conseillers municipaux.

Cette réaction de rejet, les libertaires auraient fort à faire pour l'amener sur le terrain de la réflexion et de la pratique de la gestion directe.

Liaison Fougères

Encore une agression fasciste !

Jeudi 15 décembre. Plus d'une trentaine de fascistes se pointent à l'entrée du lycée Jeanne-d'Arc pour une diffusion de tracts musclée. Formant un couloir, ils filtrent les entrées. Les lycéens ne peuvent passer que un par un, et malheur à celui ou celle qui refuse le tract ou qui a la peau un peu trop colorée : c'est la valse des crachats et des coups de batte de base-ball. Plusieurs lycéens reçoivent des coups ; un prof, connu pour ses sympathies avec le SCALP est ratonné.

Un jeudi matin, au lycée Jeanne-d'Arc, il n'y a pas grand monde, du moins pas suffisamment pour constituer un groupe d'autodéfense, comme les fois précédentes, lorsque le Front normand était venu distribuer ses tracts. Surtout que cette fois, ils sont impressionnants avec leurs tenues militaires, leurs battes de base-ball et leur nombre. Les profs et le censeur interviennent pour chasser les fafs, mais ils sont reçus à coups de larmes et de gourdins...

La presse locale a présenté cette affaire comme une descente de skinheads contre des redskins. Ce qui est, d'une part, plus payant et plus spectaculaire, mais qui, d'autre part, ramène cette agression à de banales règlements de comptes entre « voyous » rivaux ou entre les « deux extrêmes ».

En fait, même s'il y avait bien quelques skinheads dans les rangs des agresseurs et si le port des cheveux était plutôt très court, c'étaient surtout des militants fascistes plus ou moins connus de Troisième voie et du MNR, pour la plupart étudiants en fac de droit et de pharmacie.

Des plaintes ont été déposées par les agressés et par le censeur du lycée Jeanne-d'Arc. Gageons que la justice, toujours très prompte à découvrir les lycéens lorsqu'ils font des exactions dans les lycées, ne fera pas diligence pour retrouver les agresseurs de lycéens.

Jean-Pierre LEVARAY (Gr. de Rouen)

AUBENAS

Le racisme au quotidien

Aubenas, métropole de Basse-Ardèche, vit essentiellement du secteur tertiaire : commerce, tourisme mais aussi de l'agriculture : principalement l'arboriculture et la viticulture. C'est également une ville étudiante : 2 lycées et 2 collèges publics plus de nombreuses « boîtes à curés » regroupent plus de 3 000 lycéens (30% de la population).

Cette petite cité provinciale est poujadiste en Diable. L'union des commerçants refuse toute nouvelle implantation de grande surface et n'hésite pas à descendre dans la rue, y compris contre leurs propres amis politiques. Il y a quelques mois, J. Toubon, en visite chez son collègue RPR, B. Hugo, sénateur-maire d'Aubenas, en a fait les frais. Le président de la chambre de commerce légèrement mégalo voudrait créer à proximité des gorges de l'Ardèche un parc de loisirs et d'attractions style Euro-Disneyland. Pour amadouer la population locale victime comme partout ailleurs du chômage, il fait miroiter des dizaines de créations d'emplois.

Sur le plan politique, la gauche plafonne à 35% aux élections (moins de 10% pour le PCF) alors que le FN frise les 15%. Le décor ainsi planté, le lecteur comprendra aisément l'ambiance sympathique qui règne ici. Petit à petit le racisme au quotidien gagne du terrain. Aubenas ne croule pourtant pas sous l'immigration ou la délinquance. Les Maghrébins vivent principalement dans la cité HLM des « oliviers », moins riante que le nom pourrait laisser supposer. Il n'y a que quelques commerces mais aucun lieu de convivialité. Les cafés sont concentrés dans le centre ville et tous ne reçoivent pas d'un bon œil les immigrés. Certains patrons de bistrot, sachant que les Nord-Africains consomment beaucoup de café, n'en vendent plus après 21 h. C'est une manière efficace de sélectionner la clientèle de la soirée. Ces pratiques inadmissibles laissent indifférents les Albenassiens. Il n'est pas rare même de voir l'intelligentsia de la gauche locale au bar « La Rotonde » géré par un candidat du FN.

Si un comité du MRAP existe depuis plusieurs années à Aubenas, ses actions juridiques ou éducatives, bien que nécessaires, ne suffisent pas à contrer dans la rue, les quartiers ou les entreprises, la montée du racisme.

Il y a quelques semaines, le groupe FA a contacté les syndicats et les partis de gauche pour créer un comité antifasciste destiné à répondre efficacement à la haine raciale. Seuls le PCF et la Libre Pensée se sont déplacés. Pour les communistes l'élection de nombreux conseillers municipaux de leur parti en mars prochain permettra de résoudre ce problème. Personne n'étant convaincu, ils ont quitté rapidement la réunion. Les autres participants vont se coordonner et sont décidés à ne plus tolérer l'intolérable.

DANIEL (Gr. FA Aubenas)



ESPAGNE

Réflexions à propos de la grève générale

La grève générale est devenue, en Europe, un événement suffisamment spectaculaire et insolite pour que celle qui s'est déroulée en Espagne, le 14 décembre dernier, mobilise l'attention des observateurs et des politiques. Si les médias en ont répercuté l'ampleur (considérable), ils sont restés muets sur les conséquences (trop imprévisibles sans doute...).

Le pays totalement paralysé par la grève, des rues désertes abandonnées aux piquets de grève ou aux forces de police, des affrontements brefs mais sérieux, cent cinquante arrestations, des manifestations considérables : les travailleurs espagnols n'ont pas fait les choses à moitié ! Mais paradoxalement à cause de son succès, cette grève conduit à s'interroger sur les réalités profondes de l'Espagne d'aujourd'hui.

La grève du « 14 D. »

La grève du 14 D., comme l'écrivent les Espagnols, était convoquée par l'ensemble des organisations syndicales, « grandes » ou « petites ». Alors, dira-t-on, les syndicats espagnols disposent d'une force considérable ? Eh bien ! pas du tout ! Même les « grandes » organisations (Commissions ouvrières et Union générale des

travailleurs) traversent des crises multiples (perte d'adhérents, conflits internes, problèmes d'identité, etc.). Quant aux « petites », en plus de ces mêmes difficultés qui les assaillent, elles aussi, elles doivent surtout... se battre pour exister...

Que les Commissions ouvrières (qui ont capitalisé la grève grâce à leur capacité militante) jouent la carte d'un certain radicalisme pour masquer la crise qui secoue depuis des années son tuteur, le parti communiste, ça se conçoit ; mais cette fuite en avant infléchit-elle les orientations « lourdes » de l'opinion publique ? Rien n'est moins sûr : un sondage réalisé juste après la grève générale crédite la coalition IU (gauche unie) d'un maigre 6% d'intentions de vote (notons que le parti communiste est le pôle de cette coalition) !

Que l'Union générale des travailleurs se démarque du Parti socialiste ouvrier espagnol au pouvoir, ne serait-ce que pour se donner l'air d'exister, ça semble logique ; mais pour l'instant, l'UGT reste une organisation fantomatique, dotée d'un appareil monstrueux, mais sans réelle force militante (certains commentateurs se demandaient même si en renonçant à sa fonction de relais gouvernemental dans le monde

du travail, l'UGT n'a pas signé son arrêt de mort !).

Que l'anarcho-syndicalisme reste (peut-être) une force latente dans le mouvement ouvrier espagnol, c'est possible. Mais s'il avait la capacité de mobiliser les masses, ça se saurait.

Ce n'est donc pas grâce à une illusoire puissance syndicale, mais bien malgré sa faiblesse bien réelle, que la grève du 14 décembre a été une réussite.

L'Espagne qui demain aura en charge la CEE est une démocratie. C'est clair : on nous l'a dit et répété sur tous les tons. Il faut donc le croire. Le croire malgré les tribunaux qui condamnent Jean-Philippe Casabonne et laissent tranquilles les policiers qui arment et dirigent les tueurs du GAL. Le croire malgré la présence dans l'appareil d'état de milliers de fonctionnaires formés et choisis par le franquisme...

Mais les socialistes ne sont-ils pas au pouvoir ? Si, bien sûr... Encore qu'il faudrait s'interroger sur la filiation exacte entre la pensée socialiste et ceux qui l'incarnent à Madrid...

Un régime de parti unique

Là où la bât blesse, en revanche, c'est que, en Espagne, il n'y

a pas d'alternance envisageable au plan politique. Faute d'une opposition crédible, ou tout simplement susceptible d'atteindre, dans un délai prévisible 50% des suffrages, le pays vit, de fait, en régime de parti unique. Avec toute l'arrogance que cela génère, avec les abus qui se multiplient, avec le copinage obscène qui s'étale au grand jour... Ne pouvant censurer le gouvernement par des voies politiques, il est probable que bon nombre d'Espagnols ont choisi de le châtier par la voie sociale...

Reste que la politique économique et sociale du gouvernement a suscité, elle aussi, un mécontentement considérable. Pour une part, on ne cesse de vanter les extraordinaires réussites de l'économie espagnole, et de l'autre, les sacrifices que doivent consentir les salariés deviennent chaque jour plus insupportables (fin du traitement social de la reconversion industrielle, généralisation de la précarité, conditions d'insertion des jeunes sur le marché du travail, etc.). Un « ras-le-bol » pas trop éloigné de ce qui se vit cet automne en France. Mais alors qu'ici les organisations syndicales ont choisi de se faire la guerre, en Espagne, elles ont tenté de se sauver ensemble du naufrage, la grève générale (mais limitée dans

le temps) faisant fonction de soupape...

Mais pour réussir une grève, il faut qu'il y ait peu d'indécis, ou bien qu'ils restent chez eux. Et pour cela, il ne faut pas se leurrer, il faut que la grève fasse peur. Il faut que ceux qui l'animent aient suffisamment de capacités pour impressionner les timorés et les mous. Le gouvernement a eu beau faire, la parti socialiste a eu beau dire, les manœuvres les plus sordides ont eu beau se développer dans l'UGT, le 14 D., c'est le pouvoir qui était sur la défensive. Comme il l'était l'été dernier à Puerto-Real, et auparavant dans les Asturies et au Pays basque... Il y a depuis les années 70 en Espagne une tradition de lutte directe, autogestionnaire, assembléiste, qui ne semble pas éteinte. Périodiquement on en retrouve les échos dans les luttes. Personne ne peut se l'accaparer, aucun courant idéologique ou politique ne peut s'en proclamer propriétaire : elle est au cœur de la conscience ouvrière et explique des comportements radicaux qui peuvent surprendre.

En misant sur l'extinction de cette flamme, trop de syndicalistes ont choisi une version bureaucratique et papalarde de l'action sociale : ils se sont peut-être trompés.

AIMÉ

IRAN

Le destin d'une femme

UN soir en décembre. Un pavillon paisible dans la banlieue d'une ville de province française. Une pièce, meublée à l'orientale, peu de meubles, des tapis. Un homme s'occupe de deux enfants, une fille de huit ans, un garçon de onze ans, leur sert à manger, porte les assiettes dans la cuisine, leur souhaite une bonne nuit. Une fois couchés, Hassan dit, à voix basse : « Ils ne sont pas encore au courant ».

Hassan Makaremi, iranien, est réfugié politique en France depuis 1983 et travaille comme chef de service informatique à l'Institut de Cheval de Pompadour. Ses deux enfants vivent avec lui en France depuis trois ans. Il n'a pas revu sa femme depuis son arrestation il y a huit ans, étant lui-même obligé de vivre clandestinement, avant son exode vers la France.

« Nous attendions impatiemment la libération de Fatimeh dans quelques mois. J'avais déjà préparé son séjour dans un hôpital ici, car elle souffrait de la colonne vertébrale et de graves carences en vitamines ; quand j'ai appris son exécution, samedi dernier. ».

Fatimeh Zarei fut une résistante. Elle lutta pour les droits de la femme en Iran. Ancienne candidate des Moudjahedins du peuple aux élections législatives à Chiraz, elle fut condamnée, en 1981, après un jugement sommaire et sans défenseur, à dix ans de prison pour avoir imprimé et diffusé des tracts hostiles à la République islamique.

Les « fous de Dieu »

Déjà, en tant qu'étudiante et à l'époque du Shah, Fatimeh milita pour les droits de la femme. Professeur de physique, très proche de ses élèves, elle anima des foyers de filles sans famille. Et, après la rentrée de l'exil français, en 1979, de l'ayatollah Khomeiny, c'étaient des manifestations contre les « Fous de Dieu », derrière lesquels se cachait le pouvoir de Khomeiny. Cinq jours seulement après la candidature de

Fatimeh, en 1980, les arrestations commençaient à frapper les membres de l'organisation des Moudjahedins du peuple qui, en 1981, année de l'arrestation de Fatimeh, entraient dans la guérilla urbaine. Cette organisation regroupe un éventail d'idées très vaste, allant de l'extrême gauche et du marxisme rigide jusqu'aux idées de libération traditionnelles et nationalistes. Après son affaiblissement par les arrestations et les exodes, elle se concentrera les années suivantes dans les régions frontalières, surtout kurdes, d'où elle lancera des attaques armées.

Fatimeh en prison, sa famille avait peu de nouvelles d'elle. Les parloirs étaient clairsemés (environ dix minutes, toujours avec vitre et téléphone), et à plusieurs reprises elle fut interdite de visite. Toute correspondance aussi fut interdite pendant huit ans, et interdiction d'avoir accès aux journaux et aux livres — à part le *Coran* ! — et même d'avoir un stylo. Sa libération étant prévue pour mars 1989, elle n'a eu que deux permissions. A ces occasions, sa famille put constater les ravages physiques et psychiques dus à son incarcération. Néanmoins, selon les témoignages d'autres prisonnières, Fatimeh resta pour toutes un symbole, malgré les lavages de cerveaux et les prières publiques, opposant à ses tortionnaires une résistance silencieuse.

Ce samedi de décembre 1988, sa famille, ainsi que d'autres familles, attendaient leur parloir devant la prison ; quand, sans préambule, on leur annonça l'exécution de leurs proches. Trois cents au total, probablement beaucoup plus. Et c'était tout. Personne ne sait ce que sont devenus leurs corps.

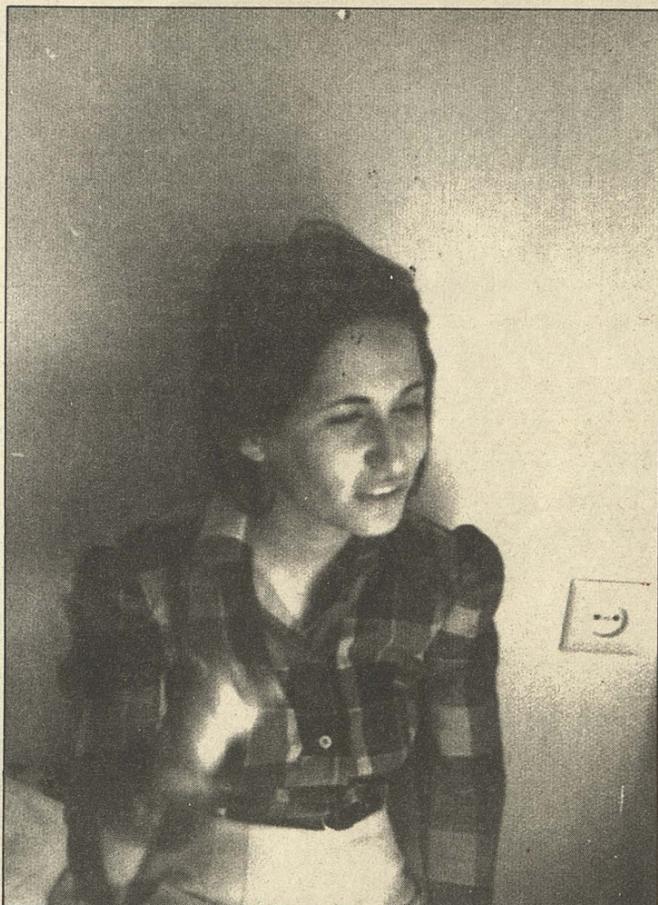
Une nouvelle vague d'exécutions secrètes

Amnesty International était la première à annoncer, dans son rapport du 13 décembre 1988, à Londres, cette « nouvelle vague d'exé-

cutions politiques secrètes », qui semble être la plus grande depuis le début des années 80. Depuis, Amnesty International est « restée préoccupée » (selon son langage chatié londonien !) par le très grand nombre d'exécutions. Elle citait chaque année régulièrement des nombres de plusieurs centaines d'exécutions tout en ajoutant que le nombre réel était probablement beaucoup plus élevé. Aussi passaient, par les témoignages d'anciens prisonniers, quelques informations sur les conditions d'enfermement et le déroulement des procès politiques : aucune accusation précise, termes vagues, refus de l'assistance d'un avocat, tribunal présidé par un juge religieux, jugement expédié en quelques minutes, sans possibilité de faire appel. Ensuite la torture, par exemple la flagellation avec des fouets et des cables électriques, simulacres d'exécution. En décembre 1984 fut même installée, à Téhéran, une « machine à amputer ».

Si, ces dernières années, on parlait pourtant relativement peu de ces prisonniers politiques, c'est que toute résistance fut noyée par l'horreur et le sang de la guerre de huit ans contre l'Irak. Cette guerre lia dans les affaires et les magouilles des « Satans » de toutes les couleurs, l'Irangan n'étant qu'un tout petit bout de l'iceberg.

Car, en voyant les visages fanatisés des « soldats d'Allah », les enfants en uniforme, les corps déchiquetés des « martyrs » et ces femmes cachées derrière leurs voiles comme une armée des ombres, on avait tendance à négliger le fait qu'il existe aussi une résistance. Résistance contre cette dictature, psychologiquement préparée par 500 000 mirzas, descendants du prophète Mahomet, 180 000 mollahs et 1 200 ayatollahs (titres qui incluent de hautes fonctions religieuses et juridiques). Trois cents séminaires forment chaque année 70 000 adeptes, militants chiites, pour encadrer les 33 millions de « fidèles » sur les 35 millions



Fatimeh Zarei, l'année de son arrestation.

d'habitants que compte l'Iran, et qui mobilisent à l'appel du Muezzin plus de 80 000 mosquées.

Dans la résistance contre cette folie, on compte le Rah - e Kargar (« la Voix du travailleur »), le Parti démocrate kurde, le Parti Toudeh (de tendance communiste), l'organisation des Moudjahedins du peuple et l'organisation des Fedayins. N'oublions pas la résistance féminine. Fatimeh Zarei en faisait partie...

Samedi, après la nouvelle de son exécution, Hassan, son mari, s'est réuni à Paris avec des amis pour

célébrer sa mémoire et la mémoire de tant d'autres prisonniers et exécutés :

« Si, pendant toutes ces années, j'ai préféré me taire, c'était pour ne pas mettre en danger la vie de meh. Aujourd'hui, je veux rompre mon silence, pour elle, pour ces milliers d'autres. Tout membre de la communauté internationale, par son aide directe ou indirecte ou par son silence, contribue à la perpétuation de ces crimes. »

DAGMAR

SÉMINAIRE INTERNATIONAL POUR LA PAIX DANS LE MONDE

Le rôle de « Counter Information »

Le Séminaire international pour la paix dans le monde, organisé à l'initiative de la Fédération des anarchistes de Corée (FAK), du 28 au 31 octobre 1988 a été l'occasion pour, parmi les intervenants, des anarchistes de nombreux pays de confronter leurs analyses. Nous avons eu l'occasion de vous proposer plusieurs de ces contributions (cf. « Monde libertaire » n° 727 du 24 novembre 1988, n° 729 du 8 décembre 1988 et n° 731 du 22 décembre 1988). Cette semaine nous vous proposons celles du journal écossais « Counter Information » et du représentant de la Fédération anarchiste italienne.

Relations internationales

COUNTER INFORMATION débuta lors de la longue grève des mineurs britanniques. Notre but était de contrecarrer les mass-medias qui détestent et déforment l'action directe et la lutte de la communauté. Avec la grève des mineurs qui se terminait, nous décidâmes de continuer notre activité non pas sur un seul type de lutte mais sur toutes les formes de résistance qui ont lieu chez soi, dans les rues ou sur le lieu de travail. Nous réalisons que la guerre n'était pas quelque chose qui arrivait simplement « là-bas » ou à un autre groupe de gens, mais qu'il y avait une guerre qui pesait sur les gens de chaque pays, orchestrée par les dirigeants et les institutions qui soutenaient la loi. Que ce soit dans les dictatures ou dans les démocraties, les gouvernants déclaraient d'abord la guerre à leur peuple. Nous avons tous entendu parler de la théorie de « l'ennemi intérieur ».

Ainsi se passe ce qu'il y a quand on pense à la guerre : les militai-

res avec leurs armes dans les rues. Il y a ensuite la guerre des salaires, avec l'Etat qui nous maintient dans la pauvreté et nous fait « suivre le droit chemin » !

Nous avons vu paraître en Grande-Bretagne, par exemple, des nouvelles lois anti-grèves rendant bien sûr la grève plus difficile. Un piquet est désormais illégal s'il y a plus de six personnes qui le forment, et nous devons passer au vote à bulletin secret avant de déclarer une grève ! Il y a un autre type de guerre, peu reconnue comme telle par la gauche ou la droite, c'est la guerre des hommes contre les femmes. Les femmes et les filles sont violées, battues, prostituées chaque jour par les hommes qu'elles connaissent, mais aussi par ceux qu'elles ne connaissent pas. Les violeurs sont des hommes de toutes les classes et de toutes les races. Cette guerre est appelée vie normale.

Jusqu'à maintenant, j'ai seulement parlé des guerres exercées

sur nous et de la violence contre nous qui grandit rapidement et dangereusement. Mais nous ne sommes pas des victimes impuissantes. Nous n'avons pas abandonné — et n'abandonnerons pas. Notre résistance est immense et elle est aussi mondiale. Nous pouvons voir partout des gens se battant et refusant d'accepter la défaite dans toutes les zones de la vie. Les gens sont aux avant-postes de leurs propres luttes, rejetant tous ceux qui cherchent à les affaiblir ou à les soumettre à leur propre contrôle (partis, syndicats, etc.).

L'Etat britannique déclara la guerre aux communautés minières en 1984 en annonçant qu'il allait fermer les puits et donc tuer des villages et des communautés. La grève dura plus d'un an, et cela ne se passa pas sans mal, du moins un grand élan de solidarité vint de tout le Royaume-Uni et d'ailleurs. Durant la grève, des groupes de soutien de femmes se montrèrent dans les villages. Sans cela, il est évident que la grève se serait terminée plus tôt et avec une démolition plus grande. Les femmes organisèrent les nécessités de tous les jours, notamment la nourriture, et cela malgré le peu d'argent. Elles s'en allèrent à travers le pays, en organisant des conférences et en rassemblant de l'argent dans les rues ; en s'installant aux piquets de grève (parfois contre la volonté de leurs pères ou de leurs maris) ; la communauté entière était ainsi impliquée dans le conflit.

Avec la fin de cette grève en 1985, les autorités purent se reconcentrer sur les villes. Après les émeutes de Brixton en 1981, la police apprit de nouvelles techniques de contrôle des émeutes en Irlande du Nord et les appliqua en Grande-Bretagne. La guerre était désormais déclarée aux pauvres et aux gens de couleur vivant dans les ghettos des villes. La police ouvrit les hostilités dans les quartiers de Brixton et Broadwater Farm en tirant dans le dos d'une femme noire et en tuant une autre.

La population de Broadwater Farm montra son indignation et la police dut quitter cette zone pendant quelques temps ; en essayant de la reprendre, un policier fut tué. Cet événement amena l'un des épisodes les plus sérieux de la répression en Grande-Bretagne. Une armée d'occupation de 300 policiers équipés de protections anti-émeutes, de munitions et d'un hélicoptère de surveillance fut utilisée pour venir à bout d'un quartier de 3 000 résidents. Suite à cet harcèlement, un comité de défense des gens du coin se créa. Parallèlement à cela, on peut penser au combat des Noirs en Afrique du Sud. Des écoliers bombardent les voitures de police de pierres ; des attaques ont lieu contre des banlieues blanches, et des émeutes apparaissent lors des funérailles des Noirs assassinés par l'Etat, alors qu'ils défiaient la machine de guerre et de suprématie des Blancs.

Dans les années 80, les étudiants, qui pour certains avaient été en grève pendant 18 mois, retournèrent à l'école, mais seulement après que des assemblées de masse aient radicalisé les consciences et contribué à une plus grande détermination, de manière à obtenir la « libération et l'éducation ». Cela coïncida également avec le fait qu'en Italie un million de gens manifestaient pour s'opposer au système éducatif et au budget. Durant une semaine, une mobilisation massive amena l'occupation de plus de 80% des édifices scolaires par les étudiants

et des discussions sur l'énergie nucléaire, le rôle de la femme et la répression de l'Etat.

L'industrie nucléaire subit également des attaques en 1986, lorsque l'accident de Tchernobyl éclata, montrant les dangers créés par l'existence d'une centrale nucléaire.

En RFA, lorsque l'installation d'une centrale fut proposée à Wackersdorf, le lieu fut mis sous « état de siège » par les antinucléaires, avec le soutien de la population locale.

En Italie, des ouvriers, à l'installation nucléaire de Monalto di Castro, furent attaqués par la police parce qu'ils parlaient avec les manifestants et, à Puglia, la mairie fut forcée d'ordonner l'arrêt des travaux d'un nouveau site.

Ailleurs en Europe, les squatters protestaient contre la politique du logement, le fait d'être sans abris et l'aliénation.

Au Danemark, dans la capitale Copenhague, 200 squatters érigèrent des barricades pour protéger des appartements dans lesquels ils habitaient depuis trois ans. La police essaya de les déloger, mais il plut des briques ce jour-là.

En Espagne, en Amérique du Nord les précaires luttèrent aussi. Des paysans pauvres se battaient contre les grands propriétaires terriens qui avaient abandonné et négligé la terre. En Amérique du Nord, les Indiens se battent contre les multinationales qui veulent faire de la zone de Big Mountain une étendue morte, tout cela pour la recherche de minéraux.

En 1987, la sécurité sociale britannique était menacée. Sa privatisation était envisagée.

En Ecosse, le « Poll Tax » (voir *Monde libertaire* n° 723 du 27 octobre 1988) est imposé à la population. Toute personne au-dessus de 18 ans doit se faire enregistrer, avec des risques d'amendes et de peines de prison pour les récalcitrants. La résistance d'une communauté contre ce qui est perçu comme un impôt sur la pauvreté s'est engagé avec comme but de faire disparaître cet impôt. Ils ne peuvent tous nous emprisonner !

A la fin de l'année 1987 et au début de cette année 1988, « un

vent de colère » éclata dans les bandes palestiniennes de Gaza et West Bank. L'attention du monde se porta sur la politique expansionniste d'Israël. Malgré l'arrestation de 2 000 personnes la rue continue à bouger.

Lors de la journée internationale des femmes, en mars 1988, une marche réunit 4 000 femmes à Barcelone, en Espagne, contre la violence qu'on leur faisait subir. Une photo d'un policier, qui après avoir violé plusieurs de ses voisines avait été libéré par la justice, fut brûlée devant une foule de plus de 12 000 femmes, symbolisant le ras-le-bol contre la violence des policiers et des hommes.

Ces derniers temps, *Counter Information* a été de plus en plus en contact avec des gens de derrière « le rideau de fer », particulièrement en Pologne, où des occupations de masse des universités et des usines de Varsovie eurent lieu.

Tous ces événements cités ne sont que la partie visible de l'iceberg dans la lutte des gens contre la guerre qu'on leur impose.

La guerre peut être vaincue par la désobéissance civile de masse et par les activités antimilitaristes.

Counter Information espère qu'en fournissant des informations sur les luttes se déroulant à travers le monde, cela encourage d'autres gens à découvrir qu'ils ne sont pas isolés dans leurs propres luttes. Nous espérons qu'en introduisant de nouvelles pratiques d'opposition à ceux qui nous oppriment, avec les réseaux de groupes informels et les individus qui existent à travers l'Europe et qui maintiennent des contacts entre eux et s'échangent des informations sur ce qui se passe dans leurs propres pays, les autres se rendront compte que cela se passe de la même façon chez eux. La meilleure façon de vaincre nos ennemis est de développer une campagne soutenue d'action directe et de développer l'information. Rien ne les inquiète autant.

Délégué de
« Counter Information »
(Ecosse)

Comment combattre la guerre ?

L'HISTOIRE de la mobilisation de masse contre la guerre est née et s'est développée en Italie au début des années 80 : il semblait notamment important de chercher à développer un mouvement de résistance internationale contre le plan d'anéantissement social perpétré par l'impérialisme.

En Italie, pendant que des milliers de personnes donnaient vie à un mouvement pacifiste — contrôlé souvent, d'ailleurs, par les partis institutionnels — demandant le désarmement nucléaire par l'intermédiaire des négociations USA-URSS, croissait la militarisation du territoire, croissait la production de guerre. L'Etat italien intervenait militairement au Sinaï, au Liban, dans la Mer rouge, le Golfe persique, au service du capitalisme national, et sur l'ordre de l'OTAN, ne rencontrant à l'intérieur du pays que la seule opposition — toujours minoritaire — du mouvement antimilitariste et anti-impérialiste, à l'origine des manifestations, d'actions directes, d'actes d'insubordination, entraînant des accrochages violents avec l'appareil répressif.

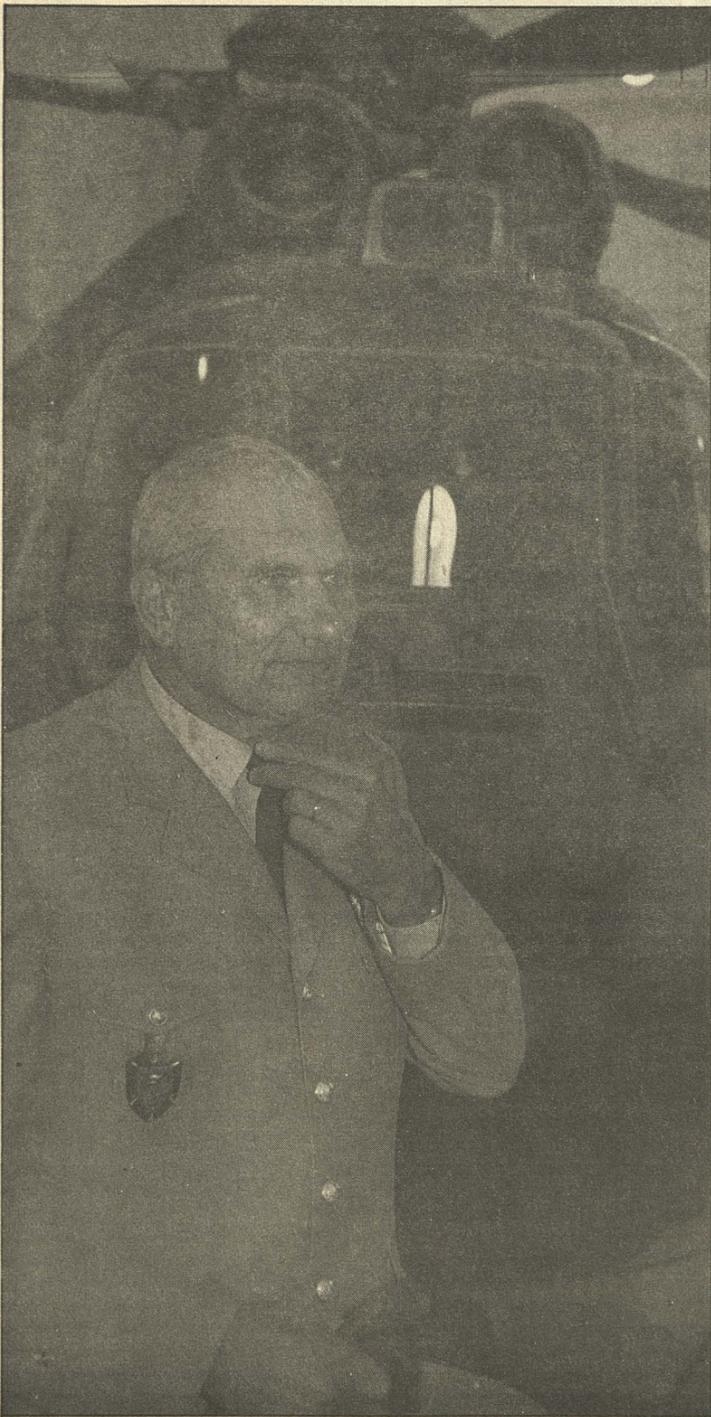
Aussi, alors que se déroulaient des marches et des réunions pour la paix, le pouvoir économique-militaire italien pouvait, avec une sécurité relative, exercer sa propre politique interventionniste, présente, paradoxalement, par les mass-media, comme « la sauvegarde de la paix et de la démocratie ».

Il existe, ensuite, aussi international, le danger réel que le pacifisme « classique » devienne inutile à cet état de guerre « conventionnelle » qui n'a cessé de se poursuivre depuis la Seconde Guerre mondiale.

Cela ne signifie pas que, après l'accord entre Reagan et Gorbatchev pour la réduction des missiles en Europe, l'arsenal nucléaire ait perdu sa terrifiante potentialité destructive ; la guerre qui aujourd'hui massacre et opprime l'humanité est faite de conflits locaux, d'interventions militaires limitées, de représailles terroristes, de silences génocides, de vols impérialistes, dont souffre surtout le tiers monde.

D'où la nécessité, dans chaque pays, de l'existence d'un antagonisme social qui s'oppose au choix militaire de chaque gouvernement (comme l'acceptation par le gouver-

Lire la suite page 9.



SÉMINAIRE INTERNATIONAL POUR LA PAIX DANS LE MONDE

Comment combattre la guerre ?

Suite de la page 8.

nement italien de 80 chasseurs bombardiers nucléaires F-16 de l'US Air Force, dans le sud de la Sicile) et qui cherche concrètement à saboter la machine militaire et à déstabiliser cette paix sociale qui mène toujours à l'asservissement de l'individu ; c'est la condition indispensable pour qu'un pouvoir ne débute pas une guerre extérieure.

Le 18^e Congrès de la Fédération anarchiste de langue italienne confirme sa méfiance absolue à l'égard des accords entre super-puissances et en la négociation entre Etats pour la sauvegarde de la paix future. Il apparaît clair, en effet, que les Etats-Unis et l'URSS se trouvent confrontés à un problème immédiat : maintenir leurs propres hégémonies mondiales. L'armement

nucléaire s'est montré trop rigide, c'est-à-dire non utilisable pour assurer cette suprématie. Les accords sur les « euro-missiles » ne font que confirmer cette optique ; cette dernière a été réfléchie depuis les expériences désastreuses du Vietnam et de l'Afghanistan. En observant les attitudes des deux super-puissances lors des conflits dans le tier monde, on se rend vite à l'évi-

dence qu'elles ne poursuivent nullement une politique pacifiste. En fait, les deux impérialismes ont tout intérêt à maintenir un niveau assez élevé de conflits régionaux, de manière à ce que les pays belligérants aient besoin de l'appui politico-économique et de l'armement des Etats-Unis et de l'URSS. Le problème est de ne pas laisser ces conflits régionaux dépasser le « seuil de non retour », ou de sécurité, ce qui risquerait de mener vers une confrontation directe.

L'impérialisme a besoin de la guerre, même quand elle est faite par les autres ; l'état de guerre — froide ou pas — est fonction de l'entretien, de la part de ces deux puissances, qu'elles ont vis-à-vis du consensus interne et du contrôle de leurs propres alliés ; ceux-ci sont, en réalité, leurs plus dangereux ennemis. L'hégémonie économique-militaire des Etats-Unis est, en fait, continuellement remise en cause par l'économie grandissante de l'Allemagne fédérale et du Japon. L'administration Reagan a alors riposté de manière économique (protectionnisme et guerre commerciale) et surtout politico-militaire.

La politique américaine, dans la Méditerranée, par exemple, a culminé avec l'intervention au Liban et l'agression de la Lybie. Elle n'avait pas pour objectif premier de battre le terrorisme international, mais plutôt de réaffirmer la domination

Face à cette situation qui, en dépit de la farce à laquelle veut nous faire croire l'appareil de propagande de l'Etat, ne diminue pas le danger de guerre, le XVIII^e Congrès de la Fédération anarchiste de langue italienne réaffirme avec force l'antimilitarisme anarchiste. Nous nous opposons à la politique militariste de l'Etat italien qui se traduit par des interventions militaires répétées dans les « zones chaudes », par une augmentation continue du budget de la « Défense » et par le soutien honteux à l'industrie de guerre nationale, à la politique sans scrupules de l'exportation guerrière. Le XVIII^e Congrès de la Fédération anarchiste invite les compagnons fédérés, les organes de la Fédération, et tous les antimilitaristes conséquents, à exprimer leur soutien et leur solidarité à ceux qui se rassemblent dans la pratique contre l'institution militaire, à ceux qui refusent le service militaire et leur propose de se battre contre l'enfermement de ceux-ci. Nous confirmons la nécessité de donner un contenu véritablement antimilitariste au service « civil », qui est aujourd'hui clairement réduit à une soupe de sécurité, contenant la protestation véritablement pacifiste de beaucoup de jeunes dans la remise en question de la structuration actuelle, revendiquant le droit pour les objecteurs à autogérer leurs activités, atteignant ainsi une dimension alternative.

POLOGNE

Nouvelles du front

POUR les anarchistes polonais, la lutte ce sont les mouvements sociaux, les grèves qu'ils soutiennent, les manifestations auxquelles ils participent. Mais ce sont aussi — entre l'Etat polonais, fantoche du pouvoir soviétique, et une opposition souvent envoutée par le mirage occidental — des prises de positions, des actions qui marquent l'originalité et la radicalité du mouvement libertaire. Nous publions ici les traductions de deux tracts, qui témoignent de ces luttes de nos compagnons.

Le premier est une adresse aux libertaires américains, notamment du groupe « Neither East nor West », qui, le 17 octobre, ont organisé un blocus symbolique du Pentagone à Washington, au moyen d'une chaîne humaine, pour protester contre l'intervention américaine au Nicaragua. En signe de solidarité, les libertaires polonais devaient mener simultanément une action analogue devant le consulat des Etats-Unis en Pologne.

Le second tract émane du « Club des prisonniers des frontières », KWG (1), une initiative nouvelle et intéressante pour l'abolition des frontières. Le 13 septembre dernier, jour anniversaire de la construction du mur de Berlin, KWG a occupé les locaux du bureau des passeports à la section de la Voïvodie de Gdansk du ministère de l'Intérieur (WUSW). Deux militants de KWG ont déployé aux fenêtres une banderole portant le slogan : « Un passeport pour chacun ! » (2). Suite à cette action, Klaudiusz Wesolek a été condamné à effectuer un mois de « travaux d'intérêt municipal ». Le 10 novembre, Klaudiusz a de nouveau été arrêté et condamné à deux semaines de détention pour « préparation de troubles » et à une forte amende de 100 000 zlotys pour publications clandestines. Deux autres membres du MA (3), Zbigniew Sajnog et Janusz Waluszko, qui avaient été arrêtés avec lui pour le même motif, ont été relâchés après interrogatoire et, respectivement, 24 et 32 heures de garde-à-vue. Si vous voulez témoigner votre solidarité, ou obtenir des informations, vous pouvez contacter directement KWG (4).

PATRICK

« Ni Ouest ni Est »

« Chers amis !

Nous — membres de RSA et WiP (1) — soutenons votre lutte. Nous condamnons les ingérences des grandes puissances dans les affaires des autres pays. Nous connaissons ce problème par notre propre expérience, puisque nous sommes nous-mêmes sous domination soviétique. Nous adhérons à la lutte contre toutes les formes de l'impérialisme, quelles que soient les idéologies qu'elles représentent. Rien ne justifie l'intervention de l'URSS dans les pays du tiers monde et de l'Europe de l'Est, ni rien ne justifie l'intervention des Etats-Unis en Amérique centrale et au Moyen-Orient. La lutte contre les impérialismes est le devoir de ceux qui combattent pour une société basée sur la liberté, la paix et justice. C'est pourquoi nous soutenons votre action.

Salutations anarchistes !
RSA et WiP-Gdansk »

NOTE DE LA RÉDACTION

(1) RSA : Ruch Spolecznostwa Alternatywnego (Mouvement pour une société alternative). WiP : Wolnosc i Pokoj (Liberté et paix).

« Mon pays, mon ghetto »

« Le passeport n'est pas un privilège ni une faveur de la part du pouvoir. Le passeport, c'est la preuve simple et évidente de la citoyenneté. Devraient pouvoir l'obtenir tous ceux qui ont le droit à cette citoyenneté. Refuser d'accorder le passeport équivaut à un déni de citoyenneté. La carte d'identité est exclusivement un symbole de la soumission, analogue à l'ausweiss ou à la kenkarte sous l'occupation allemande.

Une carte d'identité qui limite les possibilités de circulation du porteur relève nettement de l'usage féodal d'attachement forcé à la terre. Ceux à qui le passeport est refusé ont droit au statut d'apatride. Il n'est nulle personne ni institution qui auraient le droit de régenter la circulation de l'individu dans le monde. Si l'Etat prétend reconnaître la citoyenneté de quelqu'un, il ne peut pas ne pas lui accorder le passeport, signe tangible de cette citoyenneté. Mener chaque fois des enquêtes, accorder et retirer le passeport, traiter les affaires de passeport en termes de récompense et de punition est, de la part du pouvoir, une procédure non seulement humiliante, mais complètement illégitime. S'ils refusent de nous donner à la maison un passeport valable pour de nombreuses années, c'est qu'ils nous traitent en soumis.

Un passeport pour chacun ! A bas les frontières !

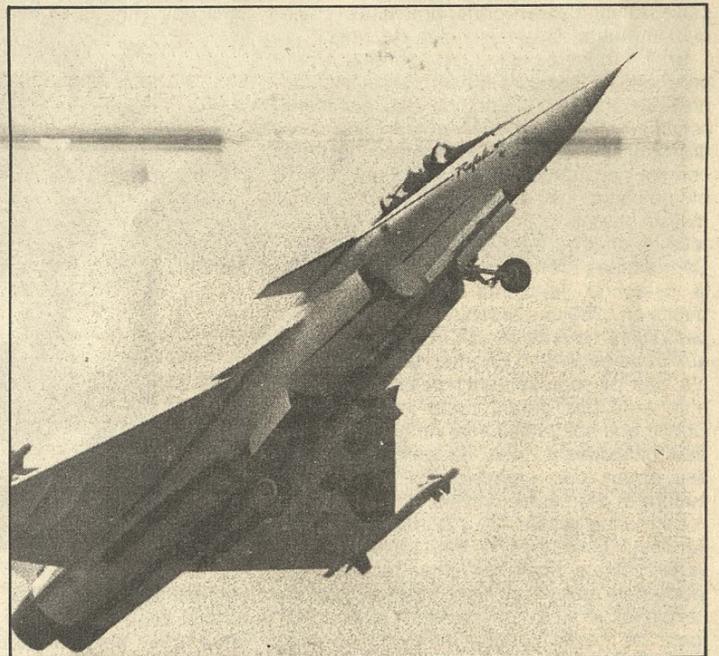
Le Club des prisonniers des frontières, KWG, a été constitué le 30 juillet 1988 lors du festival pacifiste de Bialogóra. Nous voulons exercer un des droits de l'homme fondamental : le droit de libre circulation dans le monde. Nous rejetons la situation illégitime dans laquelle celui qui veut voyager à l'étranger est soumis à une procédure humiliante, bureaucratique et totalitaire. Nous considérons que chacun a droit au passeport, sans la moindre condition préalable. Nous invitons à militer au club tous ceux qui rencontrent des difficultés pour partir à l'étranger. Nous proposons de mener des actions de rue, de faire des sit-in devant les bureaux des passeports, de jeter des tracts, de peindre sur les murs des slogans réclamant le passeport pour chacun, de faire circuler des pétitions. Nous ne voulons pas que la Pologne soit la prison de ses citoyens. Que tous ceux qui sont intéressés nous contactent ! »

OŚWIADCZENIE

skierowane do wolnościowych
działaczy amerykańskich w
związku z blokadą Pentagonu,
zaplanowaną na dzień 17X88.



ka dominacja. Przyłączamy



globale des Etats-Unis dans l'aire de confrontation avec les alliés européens. De même pour l'intervention déguisée de l'OTAN, dans le Golfe persique, aux côtés de la flotte américaine, ce qui représentait ainsi un indiscutable succès politico-économique de l'impérialisme nord-américain, dans cette même confrontation, obligeant les concurrents européens, comme toujours, à obéir à l'ordre de l'envahisseur allié d'outre-Atlantique.

L'Italie développe, à l'intérieur de cette situation internationale, un rôle propre, poursuivant notamment un intérêt impérialiste non nécessairement lié aux Etats-Unis, et même souvent opposé. A partir de la fin des années 60, s'est développée, en Italie, une forte industrie de guerre (indépendante de celle des Etats-Unis) contemporaine du processus de restructuration de la machine militaire nationale, la rendant, notamment, capable d'interventions extérieures. L'effet combiné de ces deux processus a permis la création d'un fort et influent complexe militaro-industriel qui, comme l'a montrée la décision d'intervenir militairement dans le Golfe persique, dépendait du puissant lobby de pression en faveur de l'aventure du militarisme national.

Le XVIII^e Congrès de la Fédération anarchiste souligne, de plus, la nécessité de reprendre avec force l'initiative et la propagande antimilitariste parmi les jeunes, au moment du recrutement et à l'intérieur des casernes, de manière à mettre en évidence l'incompatibilité entre l'exigence humaine et l'autoritarisme propre au service militaire. Nous affirmons, aujourd'hui plus qu'« hier, indispensable de développer un mouvement antimilitariste cohérent et conséquent, allant contre la militarisation du territoire et du corps social ; contre l'aventure guerrière nationale ; contre la renaissance de la rhétorique patriotarde ; contre l'hypocrisie de tant de pacifistes bellants ; contre la production de machines de guerre ; contre l'OTAN et l'impérialisme européen ; contre les blocs Est-Ouest et leurs politiques complices de l'exploitation et du contrôle des pays du tiers monde ; nous nous battons pour une société autogestionnaire et libertaire, sans arme ni armée.

Déclaration du délégué de la
Fédération anarchiste
de langue italienne (FAI)
lors du Séminaire sur la paix,
à Séoul (Corée du Sud)

NOTES

(1) KWG : Klub Więznia Granic (Club des prisonniers des frontières).

(2) En Pologne, l'individu ne conserve que sa carte d'identité. Le passeport reste au commissariat, qui ne le délivre qu'après accord de l'administration pour un départ à l'étranger.

(3) MA : Miedzmiastowka Anarchistyczna. L'interville anarchiste vise à coordonner et à intégrer les milieux libertaires polonais.

(4) Ecrire en anglais de préférence à l'adresse suivante : Adam Jagusiak, ul. Grunwaldzka 33/3, Sopot, Pologne.

RÉVOLUTION FRANÇAISE

Les paysans en 1789 (1^{ère} partie)

La Révolution française reste, deux cents ans après, un enjeu idéologique et comme les historiens sont très souvent hommes de pouvoir, ils se désintéressent des populations, pourtant les principales intéressées par les événements. Il existe bien sûr de nombreuses études sur les mouvements sans-culottes ou paysans, mais leur action n'est étudiée que d'un point de vue péjoratif. Les luttes populaires en 1789 n'étaient pas dans le « sens de l'histoire » ou ne suivaient pas la marche du « progrès », ces abstractions que l'on ressasse inlassablement, comme si ce qui importait ce n'était pas la dignité avant toute chose !

L'idéologie du consensus

Pendant longtemps le mythe de la dictature jacobine occupa les historiens, aujourd'hui s'élabore une nouvelle histoire de la Révolution, dégagée des problèmes sociaux. Des études médiocres comme celles de François Furet (1) tentent de promouvoir l'idéologie du consensus perçu comme le remède aux tensions issues de 1789. Si noblesse et bourgeoisie échouèrent à élaborer un consensus, nous dit-on, c'est à cause de l'irruption de la canaille qui perturba les arrangements possibles. En cela, ce courant d'historiens ne fait que suivre l'avis de Michel Rocard disant à son ami François Furet : « Dans les multiples conséquences de la Grande Révolution, il y en a une qui est importante, c'est d'avoir convaincu beaucoup de gens que la révolution, c'est dangereux et que, si on peut en faire l'économie, c'est pas plus mal » (2). Il importe peu qu'une minorité de profiteurs essaye de conjurer le spectre d'une révolution d'ici l'an 2000 ; pour retrouver ce qui fut la Révolution française, il suffit de se reporter aux faits et ceux-ci montrent le rôle majeur des paysans.

En 1789, les paysans représentent à peu près 85% de la population française, soit une majorité écrasante. Lorsque des historiens considèrent aujourd'hui la question des droits seigneuriaux qui pèsent sur la terre comme négligeable (3), ils évacuent le problème central de l'époque ! La coupure de la masse paysanne avec le reste du pays est telle qu'on a pu parler d'une société à part. Ce n'est pas un hasard si l'écrivain Rétif de la Bretonne, lui-même fils de laboureur, publie en 1789 une brochure, *Le plus fort des pamphlets, sous-titrée : L'Ordre des paysans aux Etats-généraux*. En effet, la paysannerie n'a pas de représentants politiques et elle n'en aura pas durant toute la Révolution. Quelle que soit la sincérité de quelques leaders politiques à Paris, ils restent aux yeux des ruraux des « messieurs » d'une autre culture et d'un autre univers.

Ce monde paysan (20 à 22 millions de personnes) n'est pas unifié. Il est traversé de clivages sociaux entre les riches fermiers, les laboureurs qui ont une terre et les moyens de l'exploiter et ceux qui doivent vendre leur force de travail comme métayers ou pire, comme journaliers. Les manœuvriers sont de quasi-prolétaires sans terre ou presque, ni outillage. Babeuf était fils de l'un d'eux. Une opposition existe entre les paysans modestes et les « coqs de village » comme l'atteste ce cahier de doléances de Castelferrus (Tarn et Garonne) : « Il est dans les campagnes des gens aisés que leur solvabilité et leur intelligence font charger de préférence de la répartition de la capitation (impôt) et dans les mains de qui le pouvoir arbitraire est un moyen terrible. Ces tyrans de village, oppresseurs obscurs de l'humanité, tiennent perpétuellement leurs manœuvriers et les petits propriétaires dans leur dépendance » (1789).

Ces clivages sociaux, réels, ne doivent pas faire perdre de vue que la paysannerie se mobilise toute entière contre les droits seigneuriaux, objet d'une détestation unanime : « (...) l'Homme est esclave, et ce dernier mot, qui n'est que trop exact, peint tout l'odieus des droits contre lesquels le tiers état réclame » (cahier de la Sénéchaussée de Draguignan). De protecteur, le noble est devenu une sangsue, un parasite. Bien sûr, cette « protection » n'a jamais été totalement acceptée ; la grande jacquerie du Moyen Age fut un mouvement anti-seigneurial mais, en 1789, c'est une protestation unanime d'autant que se produit au XVIII^e siècle un phénomène appelé la « réaction seigneuriale », c'est-à-dire l'application maximale de droits féodaux parfois tombés en désuétude. Ce phénomène, malgré tout limité, paraît d'autant plus odieux que le désir de réforme est général. Il faut noter que cette réaction



seigneuriale ne signifie pas un retour en arrière absolu. Certains nobles exploitent leurs terres selon le nouveau mode capitaliste. Ainsi, comme c'est fréquent, la modernisation de l'économie s'accompagne d'une réaction sociale. L'action des paysans peut parfois être antiféodale et anticapitaliste.

Un consensus entre les nobles et les bourgeois

Une étude précise des cahiers de doléances montre que la noblesse était prête dès 1789 à sacrifier ses privilèges de rang devenus archaïques, mais pas les droits seigneuriaux. L'ouverture politique se serait limitée à un consensus entre nobles et bourgeois, qui aurait anéanti la paysannerie comme en Angleterre, mais les paysans français étaient plus coriaces !

La contestation s'étend aussi à l'Etat. C'est une constante des luttes paysannes depuis la Renaissance que le refus de l'impôt (y compris la dîme perçue par l'Eglise). Le roi, dont personne ne remet en cause la légitimité, doit vivre du produit de ses terres et chaque « progrès » étatique : effort de guerre, nouvelles taxes, est contesté jusqu'à ce que la Révolution permette de croire au vieux rêve paysan : l'autonomie par rapport au pouvoir central. Malgré un processus d'usure, le sentiment communautaire reste vivace en milieu rural (avec les nuances sociales évoquées plus haut). Le centre de la vie paysanne, c'est la communauté de base : la famille, le village (« l'esprit de clocher » est une réalité jusque dans les coutumes : fêtes, bagarres...), la paroisse

est l'espace culturel d'où partent certaines révoltes. Le paysan est attaché à tout ce qui incarne la stabilité : le roi s'il est lointain et sans Etat, la religion comme ciment culturel. Cette conception utilitaire des valeurs explique certains malentendus au cours de la Révolution. D'autant que les paysans possédaient sous l'Ancien Régime une auto-administration reconnue légalement.

Jusqu'en 1789, les communautés rurales sont le seul contre-pouvoir face à l'Etat royal. Ces assemblées séculaires avaient été maintenues par les rois pour y répartir l'impôt. Elles s'occupaient aussi de diverses affaires courantes : voirie, éducation, défense des biens communaux. Elles abordent la Révolution en état de faiblesse : beaucoup de communautés sont endettées et les réunions d'assemblées sont marquées par la lutte des paysans riches et modestes. Les premiers contestent de plus en plus les usages communaux qui empêchent l'accaparement d'un maximum de terres. Ce sera un des grands débats de la Révolution : le droit du plus fort prôné par les gros propriétaires (nobles et bourgeois) face à l'usage collectif de ces terres défendu par les paysans qui en ont besoin pour survivre. Dans les cahiers de doléances, on trouve malgré la censure des notables, quelques échos de ces gueux qui souhaitent « que l'on ne détruise aucun des biens communaux » (baillage de Reims). Il existe des disparités régionales selon que les biens communaux sont conservés ou non, mais ils sont un moteur efficace de la lutte agraire. Quant aux communautés, leur force dépend de leur représentativité, lorsque les « coqs de village » sont tenus en respect dans les débats.

Dès que Louis XVI convoque les Etats-généraux pour pallier à la faillite du système, les paysans en profitent pour imposer leurs revendications. « Beaucoup des troubles de l'année 1789 ont été fondés sur cette croyance, qu'en convoquant les Etats-généraux, Louis XVI a tacitement accédé à l'ensemble des doléances paysannes » (4). Cette conviction qui gagne toute la France est avant tout symbolique puisqu'on exhibe parfois de pseudo-lettres du roi annonçant la fin des impôts et des privilèges. La rumeur sera à la base de l'émeute rurale. On a d'ailleurs appelé ce phénomène la Grande Peur. Devant les lenteurs de la Révolution, on les impute à des bandes de brigands au service des nobles. Les villages s'arment puis, sur la lancée, se portent aux châteaux. Les paysans détruisent les actes seigneuriaux et souvent pillent. Ce phénomène concerne la majorité des campagnes, y compris de futures zones de contre-révolution, ainsi cet exemple en Basse-Bretagne où 80 paysans attaquent le château dont ils dépendent. « (Ils) firent mettre dehors une barrique de cidre et une de vin, les enfoncèrent et demandèrent ensuite les titres et papiers de monsieur du Breil, disant que si on ne voulait pas les leur donner, ils allaient mettre le feu. Ils les brûlèrent au milieu de la cour et ce feu était considérable... » (janvier 1789). La dévastation est souvent suivie de l'obligation pour le seigneur (parfois un bourgeois grand propriétaire) de renoncer à ses « rentes féodales ». La Grande Peur et l'attaque des châteaux eurent une grande conséquence. Alors que l'Assemblée nationale, proclamée depuis le 17 juin 1789, s'appretait à instaurer un projet très modéré, limité aux droits de l'homme, l'affolement gagna les députés. Dans un premier temps, les milices bourgeoises accourent au secours des nobles avant d'être repoussées. Les municipalités qui donnent accueil aux nobles menacent de mort ceux qui toucheront aux droits seigneuriaux, cela ne fait qu'exciter la colère populaire. A Grenoble le petit peuple force les notables à s'enfuir !

La Grande Peur

A Paris, l'Assemblée vote un blâme contre les paysans et demande le respect des fortunes « quelle qu'en soit l'origine », puis, devant l'échec de cette tentative cachée par les manuels scolaires, elle organise dans la nuit du 4 août 1789 cette grande farce que fut « l'abolition des privilèges ». Certains nobles renoncent aux droits honorifiques, ce à quoi ils sont prêts depuis longtemps, puis une discussion s'engage sur les droits seigneuriaux que l'on appelait alors fort lucidement les « droits utiles ». Les nobles libéraux font un geste et l'on abolit aussi ces privilèges, mais sous condition de... rachat ! Le coût en est exorbitant : trente fois les revenus annuels des redevances liées à la terre. Autre détail oublié par l'Histoire, cette « générosité » des parlementaires sous-entendait un pacte de classe. La nuit du 4 août 1789 est suivie d'une répression féroce. Partout les milices bourgeoises, l'armée viennent au secours des nobles. On pend, on fusille, on massacre des paysans comme à Macôn et à Valence. La terreur règne dans les campagnes, expression d'un bien étrange consensus limité à quelques-uns. Fort heureusement, c'est un échec pour les possédants car la paysannerie garde toute sa force durant les années 1789-1793, mais ceci est une autre histoire. Certes, ce mouvement des paysans français fut traditionnel mais non réactionnaire. Il dépassa le cadre habituel des jacqueries pour devenir une dynamique de la Révolution française. C'est ce qu'avait constaté le premier historien de la « voie paysanne », Pierre Kropotkine : « Le soulèvement des paysans pour l'abolition des droits féodaux et la reprise des terres communales (...), c'est l'essence même, c'est le fond de la Grande Révolution (...). Sans cela la Révolution n'eût jamais eu la profondeur qu'elle atteignit en France » (5).

YVES (Gr. « Les Temps Nouveaux »)

(1) Membre de la Fondation Saint-Simon avec Jean Kaspar, Alain Minc, Roger Fauroux, etc.

(2) Sur RTL, le 30 octobre 1988.

(3) Cf. G. Chaussinand-Nogaret : La noblesse au XVIII^e siècle, par exemple...

(4) Y. M. Bercé : Croquants et nu-pieds, Paris, 1974, p. 131.

(5) La Grande Révolution, Paris, 1909, p. 124.

MUSIQUES ALTERNATIVES

LES ENRAGÉS METTENT LA GOMME !

Ça fait longtemps qu'on vous a parlé dans ces pages du rock dit « alternatif ». Il faut dire que ce rock sus-nommé vit son petit bonhomme de chemin et que maintenant on en parle presque partout. En fait on ne parle surtout que des Bérurier Noir, de Ludwig Von 88 et parfois des Brigades ou de N. D... Pourtant, en laissant traîner vos oreilles vous pouvez déguster quelques galettes qui valent vraiment le détour (ce qui n'enlève rien aux groupes cités plus haut).

• VERDUN, (33 T), « C'est pour demain »

Le titre est quelque peu une gageure puisqu'on en a longtemps entendu parler avant de pouvoir le poser sur la platine. Verdun ne doit pas être un inconnu pour les lecteurs du *Monde libertaire*, c'est un groupe anarcho-punk comme il en reste peu. Sur ce disque, 14 chansons, 14 brûlots, qui annoncent la couleur : celle de l'anarchie. Ils parlent aussi bien des fast food Mac Donald, des riches, des mineurs, de l'Etat sécuritaire, du mal-vivre, du rôle des femmes, du chômage, du boulot... Ça fait du bien par où ça passe : ça décape. Pour ceux qui ont quelques appréhensions quant au son, qu'ils se rassurent : ce disque est très bien produit, le son est bon et il y a des trouvailles. Comme ce disque est autoproduit, il est plus que vraisemblable que vous aurez du mal à le trouver, alors commandez-le directement : Rocking Rebel, 16, rue des Flandres, 61200 Argentan (50 F).

• LAID THENARDIER, (maxi 45 T), « Voyez comme on s'haine »

Autre musique, mais toujours une démarche très radicale. Laid Thénardier est apparu l'an dernier avec un maxi 45 T, « Sourire kabyle », avec la complicité de l'association « Samedi soir, dimanche matin ». Cette fois, c'est avec le label VISA (17, rue Raspail, 93100 Montreuil) que leur deuxième galette de vinyl sort. Leur musique est difficilement étiquetable : c'est pas du punk ni du reggae, ça n'est ni froid ni chaud ; c'est un son qui leur est propre mais qui passe bien. Pour l'engagement politique, pas de problèmes, on a vu Laid Thénardier dans de nombreux concerts de soutien (contre le racisme, contre les expulsions...). Sur ce maxi 45 T, ils parlent des fascistes, des flics, du pape et un super morceau sur la Kanaky. De la contestation vraie ! D'autre part, dans le livret joint au disque, le groupe s'en prend à ceux qui endossent l'étiquette « alternative » et qui ne sont, en fait, que des apprentis « showbissards »... ce qui est bien observé.

• DAZIBAO, (33 T), « Amok »

Encore un disque du label VISA, un label qui a décidé de décrocher les oreilles des gens en leur montrant que dans la musique il n'y a pas de frontières (comme partout, elles sont plus dans la tête que dans la réalité). Dazibao est un groupe moins engagé que les précédents, mais la démarche est des plus intéressantes. La musique est plutôt froide, lyrique, envoûtante. La voix est très présente, très prenante. C'est très beau. L'originalité de ce disque est, entre autres, dans le fait que toutes les chansons sont écrites en arabe, ce qui par les temps qui courent n'est pas des plus recommandé...

Jean-Pierre LEVARAY

NOTE DE LECTURE

Le racisme identifié ?

Radio-Libertaire organisera le 10 février, avec l'Union rationaliste, une émission consacrée au racisme, en invitant Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein, un philosophe et un économiste historien, auteurs d'un ouvrage sur la question. En attendant ce jour, nous publions ci-dessous un compte rendu de ce livre.

Yves PEYRAUT

La lutte contre le racisme aurait-elle des complaisances insoupçonnées avec ce phénomène ? Apprendre cela imposerait d'urgence la recherche de nouvelles voies d'intervention à l'encontre de stratégies et d'enjeux sociaux méconnus. La spécificité du racisme contemporain ne réside pas tant dans ses formes savantes, dès longtemps révélées et souvent réfutées par un antiracisme abstrait, mais dans un mode d'articulation nouveau entre des pratiques sociales, des représentations collectives, des doctrines savantes et des mouvements politiques.

Il y a pire. A force de comparer le racisme contemporain aux formes antérieures de racisme — et le XX^e siècle en dispense plusieurs — un aveuglement gagne les discours au point de masquer les traits les plus caractéristiques de son expansion théorique et pratique : il ne faiblit pas mais s'étend et vient conforter les modifications des rapports sociaux internationaux. Les victoires électorales arrachées contre le racisme le plus accrédité ne contribuent de toute manière pas à faire disparaître — même par enchantement — les dynamiques et les fonctions qui le portent.

Ni délire ni préjugé

Trop souvent le racisme est réduit à un simple préjugé, au délire de quelques personnes en mal de vindicte ou de vengeance personnelle. Cette interprétation du racisme demeure psychologique et ne donne aucun moyen de comprendre la prégnance du racisme parmi les groupes sociaux. Ce phénomène, en effet, ne dessine pas tant la géographie de caractères, mais plutôt les formes de l'aliénation politique inhérente aux antagonismes sociaux dans le champ des nations contemporaines.

Le racisme fonctionne certes bien comme un affect. A condition de ne pas mettre entre parenthèses le fait qu'il s'inscrit dans des pratiques (violence, mépris, intolérance, humiliation, exploitation), et dans des discours de ségrégation (purification du corps social, préservation de l'« identité » de tout métissage), tous articulés autour des stigmates de l'altérité, ces marques tangibles dans lesquelles l'opprobre est donnée à lire : le nom, la couleur de peau, les pratiques religieuses, sexuelles, etc..

Il convient donc pour certains de construire une conception génétique et dynamique du racisme afin d'éviter d'en gommer les sources sociales et les appuis dans la division sociale du travail et l'institutionnalisation des hiérarchies. Il importe de rendre compte avec une autre précision des modes sociaux, des techniques de pouvoir, qui parviennent à catégoriser l'humanité en espèces artificiellement isolées et à désigner des boucs émissaires prêts à l'avance en vue d'expliquer toutes les difficultés d'un moment.

Un racisme sans race

Le racisme perdure dans l'incessant déplacement. Longtemps appuyé sur l'image de la « race », il a aujourd'hui quitté ce terrain encombré par les visions de l'extermination. Plus subtil et plus efficace, il prend des formes anthropologiques : celles de la « différence » des cultures, celles d'un certain discours qui a appartenu à la « gauche » politique militante dans les

circonstances de l'humanisme et du cosmopolitisme d'après la guerre. Ainsi traduit, il apparaît comme un racisme sans race, adéquat au projet d'isolement des immigrés, des cultures différentes et qu'il faudrait « préserver ».

Ce néo-racisme des cultures ordonne, en vérité, des rapports sociaux dont personne n'ignore plus qu'ils se transforment sous l'impulsion des stratégies du Nouvel ordre économique mondial, d'une économie-monde en cours de restructuration. Le monde de la marchandise appelle des stratifications sociales happées par des formes culturelles de discrimination : « sexe », « statut », « rang », « couleur », etc.

L'ironie de Jean Genet vient corroborer ici les fonctions du racisme dans les mentalités : « *Qu'est-ce qu'un Noir ? Et d'abord de quelle couleur est-il ?* » (*Les Nègres*). Fait pour discriminer, il se donne pour tâche le maintien des structures sociales, notamment internationales.

Une stratégie d'écart

Dans ces fonctions, le racisme ne saurait être détaché des formes historiques de l'Etat-nation, telles qu'adoptées par les pays de l'Europe moderne. Il trouve sa place dans l'écart et l'excès par rapport aux idéaux de la nation et les pratiques du nationalisme. Rarement cerné, ce lien intrinsèque nation-racisme permet d'éclairer à la fois les déplacements du racisme et ses vigueurs.

Certes, le principe national se construit sur la base d'un universalisme : « *Tous...* », « *Tous les hommes...* », « *Au nom du peuple tout entier...* ». Pourtant, celui-ci demeure toujours insuffisant, laissant de côté des contradictions matérielles qui se rappellent sans cesse à lui : division du travail « nationale » ou « internationale ». Dès lors, le racisme lui devient indispensable afin de renforcer les conditions de son extension. Il devient l'instrument des assimilations ou des exclusions propres à viser l'achèvement inlassablement poursuivi de la formation de la nation.

Le racisme excède le nationalisme parce qu'il corrige son manque d'universalité. Il en désigne le défaut lorsqu'il se voit obligé de construire des natures imaginaires marquées au sceau de l'innocence et de la perversion. En cela, il y a bien réciprocité entre nationalisme et racisme. Le second sort sans cesse du premier, tandis que le premier en procède dans des formes déterminées. Ils s'assurent réciproquement une assise dans les conflits de classes, au point que les rôles peuvent se renverser historiquement en fonction des conjonctures.

Racisme et classes

En prônant aujourd'hui une différence pure qui classe et hiérarchise les cultures, en « ethnicisant » les conflits et les antagonismes qui traversent les nations et les relations internationales, le racisme sans race exhibe les opérations par lesquelles les systèmes sociaux rendent disponibles des forces de travail aux salaires les plus bas et placées aux postes de travail les moins gratifiants.

Le racisme s'intéresse avant tout à la formation d'une force de travail ethnicisée mais productive. Il convient aux régimes sociaux et politiques articulés au règne de la propriété privée et de la marchandise.



Cela dit, rien ne peut être compris si l'on ne s'attache pas à complexifier, au moins dans un premier temps, les conceptions que l'on se fait des antagonismes de classe. En s'éloignant, dans un second temps, des visées qui masquent les classes derrière des métaphores manichéennes. Sur ce plan, l'analyse du racisme apporte une contribution essentielle à la révision des thèses trop souvent perpétrées d'un marxisme obnubilé par un mécanisme de la transition au socialisme, ou le principe d'un Etat intangible.

recherche qui croise les dires d'un philosophe et d'un économiste-historien enrichit efficacement, quoi que sans prétention, nos modes d'intelligibilité d'une réalité sociale productrice de nombreuses illusions.

Non seulement le racisme ne disparaîtra pas sous le coup de prédication ou de répression, mais encore, il requiert une explication complète comme système de pensée et comme rapport social, condensé dans toute une histoire : la nôtre.

Christian RUBY

Pluralité des voix

A une époque où l'on préfère renoncer à la théorie plutôt que de s'engager dans les voies de rectifications fécondes, on notera que cette

Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe, Les identités ambiguës, Editions La Découverte, 1988. En vente à la librairie du Monde libertaire (120 F).*

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 29 décembre

« Les fruits de la passion » (19 h 30 à 20 h 30) : avec comme invité Jean Le Bitoux du journal « C-Mec ».
« Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 22 h 30) : avec comme invités Vitany, peintre, et Michel Landier de la revue « ID » qui parlera du « ionique ».

Samedi 31 décembre

« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : les nouveaux disques.

Dimanche 1 janvier

« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : rétrospective des invités et des concerts.
« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : le dessin animé (Paul Grimault) ; la BD (Laurent Vicomte et Jacky Robert).

Mercredi 4 janvier

« Article 89.4 » (13 h 30 à 15 h 30) : sur l'individu et son langage, avec Jean-Paul Klee (poète) et Guy Meyer (cinéaste).

COMMÉMORATION

Le Bicentenaire ne passera pas par nous !

LA célébration du Bicentenaire de la Révolution française a débuté. Il se joue là, sur de multiples plans, une scandaleuse imposture. Y collaborer serait immanquablement s'y soumettre et, en quelque sorte, se démettre de nos revendications propres. Car en l'état actuel des choses, la révolution n'est justement pas faite et il s'agit aujourd'hui de la fabriquer, réellement.

La société du spectacle

Le spectacle et les fastes de la commémoration sont donc avancés. Comme l'an passé pour l'anniversaire de Mai 68, chacun nous tire encore son recueil de souvenirs ou sa biographie attendrie, nous sort sa petite larme apprêtée, nous lance sa série télévisée ou sa chronique sur France-Culture... Les spécialistes attirés profitent évidemment de la conjoncture pour exhiber bien haut et valoriser davantage leurs pseudotitres de noblesse culturelle. Ils consolident par là les effets de censure qui délimitent strictement la « vérité » supposée du fait historique et les lieux communs auxquels manuels scolaires, enseignements universitaires et sens commun doivent se conformer. Ce type d'opération n'est évidemment pas innocente idéologiquement.

Prenons l'exemple de l'ouvrage de Furet et Ouzoul, *Le Dictionnaire critique de la Révolution française*, qui désormais fait « autorité ». Pour accompagner sa sortie, François Furet passe tout à la fois à « Apostrophes » et à « Sept sur Sept ». Il entretient une vaste tournée de promotion en province et coproduit une « Histoire de la Révolution française » sur FR3. Or, qui est François Furet ? Il est l'un des membres les plus influents de la fameuse Fondation Saint-Simon, qui réunit la plupart des intellectuels, financiers ou journalistes d'obédience rocardo-barriste. Comme par hasard, Anne Sinclair (« Sept sur Sept ») y appartient. Furet vient de publier avec Jacques Julliard (éditorialiste au *Nouvel Observateur*) et Rosanvallon (intellectuel CFDT recentré) la bible de tout rocardien bien-pensant : *La République du centre*.



commune, ils sont liés présentement par des valeurs et des intérêts identiques. Le Bicentenaire se présente comme un coup central à l'intérieur de l'offensive idéologique rocardo-barriste.

Enjeu idéologique, il constitue aussi, plus prosaïquement un enjeu financier. Les vingt ans de Mai 68 sont enterrés. Quel merveilleux support de presse que 1789 ! Toutes les maisons d'édition lancent leurs pavés sur un créneau aussi porteur. La palme du ridicule ira peut-être à la Librairie académique Perrin qui ose un *Alain Decaux raconte la Révolution française aux enfants* (176 pages pour 140 F !). Le spectacle de la Révolution fera recette à la télévision : aux « Nuits révolutionnaires » (C. Brabant, sur FR3) s'ajoutent un « Condorcet » (E. Badinter, sur TF1), une BD (*Les enfants de la liberté*) mise en animation, « La grande Cabriole » (N. Companez, sur A2) et pas moins de cinq numé-

solidifiée, ne soulagera que la moitié de cette population. Mais actuellement, Liliane Bettencourt, principale actionnaire de l'Oréal, héritière qui s'est tout juste donnée la peine de naître, perçoit 6 000 F toutes les trois minutes, par la seule rémunération de ses actions. *L'Expansion* et le *Nouvel Economiste* du 24 novembre révélaient que les mille premières entreprises françaises ont vu l'année dernière leurs profits tripler. Pour les cent premières entreprises, les profits ont quadruplé en 1987, passant de + 13 milliards de francs en 1986 à + 52 milliards de francs cette année. La courbe du chômage pourtant ne s'infléchit pas. De la même façon, la part des salaires dans les revenus des entreprises chuta de 10% de 1982 à 1987, alors même que celle des profits grimpa de près de 25%. Rappelez-vous par contre des salaires de Christine Ockrent, Patrick Sabatier ou autres Collaro ! Deux siècles après 1789, l'aristocratie du fric a remplacé l'aristocratie foncière, la noblesse en moins, la bassesse de Tapie et les traîtrises de July en plus.

A qui fera-t-on croire que la France est terre de liberté ? De quelle liberté peuvent se prévaloir le smicard et les 2,7 millions de demandeurs d'emploi ? Dans les HLM, on les expulse toujours lorsqu'ils ne parviennent plus à payer leurs loyers, tout comme les CRS délogent violemment les précaires des squatts lorsque de juteuses opérations immobilières se profilent à l'horizon. A quelle liberté peut bien rêver un enfant d'ouvrier, alors même que le fonctionnement effectif du système scolaire engendre quasi nécessairement son exclusion ? Qu'est-ce aussi que la « liberté de la presse », quand on ne cesse d'interdire en France le journal de l'opposition algérienne (contrats pétroliers obligent), quand les concentrations abusives ne sont jamais sanctionnées (n'oublions pas qu'avant de virer à droite, Hersant fut un élu de la FGDS avec Mitterrand). La « liberté médiatique » reste intégralement soumise au bon plaisir des groupes financiers et des élus publicitaires. Enfin, qu'appelle-t-on exactement liberté politique lorsque dans les faits il demeure impossible de contrôler les stratégies de professionnels de la politique élus au moins cinq ans et coutumiers des virages à 180 degrés pour assurer leur carrière ? Il faudra aussi nous expliquer ce que ceux qui célèbrent 1789 nomment « liberté syndicale » alors même

que leur gouvernement fait donner l'armée pour briser une grève, ou quand une bureaucratie aux ordres élimine les sections qui luttent (voyez la CFDT-PTT ou Santé en Ile-de-France).

Unir, pour mieux régner

Les fastes grandiloquents du Bicentenaire, en magnifiant et pacifiant le passé, permettent donc de laver plus blanc le présent sans ambition de la gestion rocardienne. Aujourd'hui les encravatés de l'« ouverture » occupent très exactement la place des emperruqués d'hier. Sous la poudre des « grands » du XVIII^e siècle se dissimulait le mépris du peuple. Derrière l'after-shave des technocrates et des entrepreneurs transparait le cynisme total d'une exploitation capitaliste « new-look ». Pour faire passer la sauce, 1789 fonctionne comme piège à consensus. Un peu à

la manière du procès Barbie, cette étrange mise en scène qui laissait ostensiblement dans l'ombre la collaboration effective et les bassesses de ce « fabuleux peuple de France ». Car à chaque fois, il est question d'unir la nation autour de dates fétiches, autour de pseudo-affaires qui, indéfectiblement, souderaient toutes ses composantes dans un destin commun, en niant par là les antagonismes de classes. On va maintenant sacrifier les droits de l'homme : lors des fêtes de 1989, le 26 juin, on leur inaugurerait un monument commémoratif. Sait-on cependant que le dernier rapport d'Amnesty International ne manque pas d'épingler la France au sujet de la violation des dits droits de l'homme.

La commémoration du Bicentenaire sera aussi hymne militariste au nationalisme. C'est avec plus de publicité que jamais qu'on subira l'inénarrable défilé du 14 juillet. Mais en 1989, double ration : le ministère des Armées paradera de nouveau les 20 et 21 septembre, à Valmy cette fois. Les 15 et 16 juillet seront consacrés à un hommage à la *Marseillaise* : orchestres et cortèges, partis de plusieurs points de la capitale, convergeront vers la Concorde en retraçant son histoire. Touchant spectacle ! Combien d'innocents, fanatisés grâce à cette symbolique sinistre, furent assassinés au front ? On tortura en Algérie, on fusilla « pour l'exemple » des bataillons entiers en 14-18, on massacra la Commune aussi, au son de la *Marseillaise*.

Les fêtes du Bicentenaire, en célébrant une telle « grandeur nationale », aident à taire tous ces crimes, à asseoir toujours plus que jamais, tout en détournant ce que furent vraiment l'exaspération et l'inspiration de ceux qui firent 1789. La magie de la commémoration ne passera pas par nous. Comme en 1789, encore une fois, il faut s'insoumettre. Tout simplement parce que la révolution de la liberté, de l'égalité et de la solidarité reste encore à construire. Aux actes, citoyens !

Willy PELLETIER

(Gr. Benoît-Broutchoux de Lille)



On perçoit mieux, à la lumière de ces quelques connections, en quoi se noue aujourd'hui une appropriation intéressée du sujet « Révolution française ». Les finalités sont claires : en utilisant tous les canaux et les réseaux de l'oligarchie médiatique, il s'agit de mettre en spectacle 1789 comme instant fondateur d'une démocratie centriste, drapée dans les oripeaux de la Déclaration des droits de l'homme. On enfouit ainsi dans un passé distancé l'ère des conflits pour asseoir davantage la représentation d'une République pacifiée, pour nier de fait l'acuité de la lutte des classes en faisant croire à tous que, partageant une histoire

ros de « Résistances ». On rirait, si ce n'était accablant.

Les privilèges s'éternisent

Car, en réalité, à qui fera-t-on croire que la France de 1989 peut se réclamer de l'Egalité et de la Fraternité ? Les privilèges plus que jamais demeurent. Le rapport du 10 février 1987 du Conseil économique et social dénombreait 2,5 millions d'individus en état de pauvreté, c'est-à-dire disposant de moins de la moitié du SMIC. Au mieux le RMI, misérable et dangereux cache-misère qui aide à contourner le SMIC, qui aménage une précarité

